

Etablissement hospitalier Alia Salah de Tébessa

Démission collective des médecins spécialistes

Page 24

Les DEBATS

Votre quotidien national

Hadjar tente de calmer les étudiants

Université, l'insecurité au quotidien

L'insecurité règne dans les universités algériennes. Assil Belalta, étudiant en médecine, originaire de Bordj Bou Arréridj, a été retrouvé égorgé dimanche dans sa chambre universitaire à Ben Aknoun. Les étudiants montent au créneau et dénoncent l'insecurité, et le premier responsable du secteur se veut, quand à lui, avant tout rassurant.

Page 3

32^e sommet de l'UA

Décisions-clés pour accélérer la transformation de l'Afrique



Le 32^e Sommet de l'Union africaine (UA), dont les travaux se sont achevés lundi soir à Addis-Abeba, a adopté plusieurs décisions-clés sur des dossiers stratégiques, contenant des solutions visant à accélérer la transformation tous azimuts de l'Afrique. Les chefs d'Etat et de gouvernements africains, dont le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, représentant du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à ce sommet, ont abordé de nombreuses questions importantes et stratégiques pour le continent, pour l'organisation continentale ainsi que pour les Etats membres. Les dirigeants africains ont approuvé les recommandations des ministres du Commerce de l'UA concernant un modèle de libéralisation tarifaire qui sera utilisé par les Etats membres pour établir les listes de concessions tarifaires. Ils ont approuvé aussi la désignation des produits sensibles et de la liste d'exclusion sur la base des critères de sécurité alimentaire, sécurité nationale, recettes fiscales, moyens de subsistance et industrialisation. Le sommet de l'UA a décidé que les Etats membres souhaitant nouer des partenariats avec des tiers devraient informer l'Assemblée avec l'assurance que ces efforts «ne porteront pas atteinte» à la vision de l'UA de créer un marché africain commun.

Il est demandé aux ministres de l'UA chargés du commerce à achever les négociations sur l'investissement, la politique de concurrence et les droits de propriété intellectuelle, et soumettre les projets de textes juridiques à la session de janvier 2021 de l'Assemblée pour adoption par la Commission technique spécialisée sur la justice et les questions juridiques. L'Assemblée a délégué au Conseil exécutif le pouvoir d'examiner et d'approuver le statut et le règlement intérieur des structures de gouvernance de l'Agence de développement de l'Union africaine, Auda/Nepad, lors de la 35^e session ordinaire du Conseil exécutif prévue à Niamey (Niger) en juin 2019. Longtemps critiquée pour sa lourdeur administrative et son inefficacité, l'UA avait chargé en 2016, le leader rwandais, Paul Kagame de réfléchir à une réforme visant, notamment à garantir l'autonomie financière de l'organisation pour lui donner les moyens de sa souveraineté politique.

Page 4

Guitouni

L'Opep pourrait réduire sa production en avril

Page 5



Médicaments

Vers la fin de la pénurie ?

Le récurrent problème de pénurie de médicaments est-il sur le point d'être résolu ? Il y a bien espoir à en croire le président du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens, Lotfi Benbahmed.



Par S. A. Mohamed

En effet, la feuille de route élaborée, la semaine dernière, par les intervenants de la chaîne du médicament, dont certains aspects ont commencé à être pris en compte par le ministère de la Santé, donne à penser que ce dossier est sur le point d'être solutionné. Pour ce qui concerne, en particulier, les ruptures «chroniques» de médicaments fabriqués à l'étranger, le président du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens les lie à la signature, parfois tardive, des programmes d'importation, mais également à la limitation de leur quota. S'exprimant, hier, dans l'émission L'Invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, M. Lotfi Benbahmed précise, que parmi les propositions contenues dans la feuille de

route figure celle de pouvoir reformuler, quantitativement, les programmes d'importation et, le cas échéant, de les modifier en fonction des besoins, un mécanisme dont il note qu'il a reçu l'aval du ministère de la Santé, mais dit attendre «de le vérifier dans les faits». Au-delà de la réglementation restant à mettre en place pour organiser l'ensemble de ces décisions, l'intervenant insiste pour que soient désormais constitués des stocks stratégiques de traitements, couvrant une période de 90 jours, à reconstituer continuellement «pour pallier aux ruptures». Pour une efficacité maximum de cet ensemble de mesures, il considère, par ailleurs, indispensable de développer, au niveau du ministère de la Santé, un système d'information permettant, indique-t-il, de localiser l'imminence d'une rupture des médica-

ments nécessaires au traitement de toutes les pathologies. L'intervenant a, par ailleurs, indiqué que le ministère de la Santé s'est engagé à signer des avenants pour 2019 en cas de rupture et il s'est même engagé à délivrer des programmes d'importation au cours de l'année, lorsqu'il y a nécessité pour la santé publique. Le président du Conseil de l'Ordre des pharmaciens déclare attendre des pouvoirs publics qu'ils incluent dans la loi sanitaire, un dispositif de lutte contre les ruptures de stocks, dont il rappelle, qu'outre leurs conséquences sanitaires sur les patients, provoquent également l'anxiété de leurs proches, contraints de revenir demander un autre traitement à leur médecin, ou bien de visiter plusieurs officines pour tenter de trouver celui prescrit. M. Benbahmed pense que c'était

une erreur d'interdire par anticipation, l'importation de certains médicaments, soulignant qu'«on a bloqué l'importation de certains produits alors qu'ils n'avaient même pas été enregistrés». En effet, la pénurie s'est accentuée, notamment durant le dernier semestre 2018. En juillet de l'année dernière, le ministre de la Santé, Mokhtar Hasbellaoui, avait accusé les grossistes réparateurs en produits pharmaceutiques de pratiquer la rétention de produits et la vente concomitante, avant d'insulture les directeurs de la santé et de la population (DSP) des wilayas d'inspecter les grossistes et de retirer l'agrément à ceux qui s'avéraient coupables de ces pratiques illégales afin de «mettre fin à la tension que connaissent certains produits dans certaines wilayas du pays.

S. A. M.

Pour fixer la date des actions de protestation

Les syndicats de l'Education se concertent

Par Rachid Chihab

L'Intersyndicale de l'Education nationale tiendra demain une réunion pour décider de la nature de la date des actions de protestation qu'elle mènera au cours des prochains jours, a-t-on appris du coordinateur national du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest) Meziane Meriane.

La réunion aura lieu au siège national de l'Union nationale du personnel de l'Education nationale (Unpef), précise la même source.

Les représentants des six syndicats membres de l'Intersyndicale de l'Education nationale vont, en plus de la grève, faire le point sur la situation de leur secteur, notamment sur la prise en charge de leur plate-forme de revendications. La réunion de demain, est la suite de celle tenue le 24 janvier dernier dans le cadre d'évaluation des actions menées les 21 et 22 janvier. Pour l'Intersyndicale de l'Education nationale, les séances de dialogue tenues avec la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, au cours de mois de janvier dernier, n'ont pas abouti à des résultats concrets et ne donnent pas de réponse aux questions posées par les travailleurs du secteur. Pour cela, ils ont décidé de poursuivre la protestation, voire d'intensifier les actions de protestation pour amener la ministre de l'Education nationale à prendre en charge toutes leurs revendications. Pour rappel, les syndicats protestataires demandent la protection du pouvoir d'achat des travailleurs de l'éducation, le respect des libertés syndicales et la publication des procès-verbaux des réunions tenues avec la tutelle. A l'exception du dernier point, la ministre de l'Education nationale a refusé d'aborder les deux autres, car justifie-t-elle, ils ne relèvent pas des prérogatives de son département ministériel.

Prendront part à la réunion de demain, les syndicats suivants : le Conseil national des enseignants du secondaire et du technique (Cnapest), le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest), de l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (Unpef), le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), les Conseils des enseignants des lycées d'Algérie (Cela) et le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (Snte).

R.C.

Une loi est en préparation

Le foncier industriel non exploité sera récupéré sans recourir à la justice

Un projet de loi permettant à l'Etat de récupérer le foncier industriel non exploité sans recourir à la justice sera adopté dans le cadre de la prochaine Loi de finances, a annoncé, lundi à Bouira, le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi.

Dans un point de presse tenu en marge de sa visite de travail à Bouira où il a visité, inauguré et lancé quelques projets relevant de son secteur, M. Yousfi a expliqué que toute assiette foncière industrielle attribuée dans le cadre de la concession et non exploitée «sera récupérée par les services de chaque wilaya afin de pouvoir les attribuer aux investisseurs capables de réaliser des projets sur le terrain».

Pour ce qui est des assiettes foncières octroyées dans le cadre de la

cession, mais non exploitée au bout de trois ans par l'investisseur, ce dernier est appelé à payer une taxe de 5% de la valeur financière de l'assiette foncière.

«Nous avons un projet de loi qui sera adopté dans de la prochaine Loi de finances pour permettre à l'Etat de récupérer le foncier industriel sans recourir à la justice», a affirmé M. Yousfi, précisant que par cette procédure, «nous allons obliger les investisseurs à exploiter leurs terrains et lancer leurs projets afin de contribuer sérieusement à la diversification de l'économie nationale via la création de richesses et d'emplois», a-t-il dit.

Au cours de sa visite à Bouira, le ministre a réitéré, par ailleurs, la volonté de son département d'œuvrer pour le renforcement des diffé-

rentes industries pour que le produit algérien soit de qualité et compétitif, capable de servir aussi l'industrie automobile. «Nous voulons créer une véritable industrie automobile via le renforcement des autres industries, comme l'exploitation des richesses minières, la peinture, le fer et l'acier, ainsi que les produits en matière plastique», a insisté le ministre, qui a inauguré à El Hachimia une usine de produits visqueux du groupe privé Bali.

Sur place, M. Yousfi s'est dit «très satisfait de la qualité des moyens technologiques» utilisés pour le fonctionnement de cette usine «qui s'étale sur une superficie de plus de 5 ha et qui a une capacité de production de cinq tonnes de mayonnaise et de moutarde par

responsables de ce projet.

Dans la matinée, le ministre a visité l'unité de l'entreprise nationale de la peinture (Enap) de Lakhdaria (ouest de Bouira), et l'usine de production du plâtre d'El Adjiba (Est), avant de se rendre dans la commune d'Oued El Bardi (sud de la wilaya) pour la pose de la première pierre du projet de réalisation d'un complexe pharmaceutique du groupe Biopharm, au niveau de la zone industrielle de Sidi Khaled.

Une fois achevée, cette usine couvrira toutes les wilayas du pays en matière de produits pharmaceutiques touchant aux différentes variétés de produits. Au cours de cette halte, M. Yousfi a salué le groupe Biopharm pour les efforts qu'il consent pour développer l'industrie pharmaceutique en Algérie

avec l'utilisation d'une technologie numérique de pointe reconnue à l'échelle mondiale. «Cela est une fierté pour l'Algérie», s'est-il réjoui.

«L'Algérie entre progressivement dans l'ère du numérique et développe peu à peu son industrie électronique, dont l'informatique joue un rôle très important dans ce processus», a-t-il dit, tout en assurant que son département examinait les possibilités et les moyens pour booster davantage cette industrie électronique et numérique. «Nous avons commencé à mettre en place une industrie électronique forte. Cette industrie a exporté en 2017 pour un montant de 60 millions de dollars, et le montant a augmenté encore plus en 2018», a souligné M. Yousfi.

Lynda F.

Hadjar tente de calmer les étudiants

Université, l'insécurité au quotidien

L'insécurité règne dans les universités algériennes. Assil Belalta, étudiant en médecine, originaire de Bordj Bou Arréridj, a été retrouvé égorgé dimanche dans sa chambre universitaire à Ben Aknoun. Les étudiants montent au créneau et dénoncent l'insécurité, et le premier responsable du secteur, se veut, quand à lui, avant tout rassurant.



Par Karima Nacer

Dénonçant l'assassinat dont a été victime l'étudiant résidant à la cité universitaire de Ben Aknoun, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a indiqué que les services de son département ministériel «ne ménagent aucun effort en vue d'assurer la sécurité au sein des cités universitaires». Lors d'une réunion avec les recteurs d'universités et directeurs des écoles supérieures de la région Centre, Hadjar a appelé à la nécessité de garantir la sécurité, le calme et la sérénité au sein de l'enceinte universitaire. Le premier responsable du secteur s'est également recueilli à la

mémoire de l'étudiant africain, retrouvé mort hors de l'enceinte universitaire dans la wilaya de Annaba après avoir reçu plusieurs coups de poignard ainsi qu'à celle de l'étudiant palestinien, mort électrocuté suite aux intempéries enregistrées dans la même wilaya. Le chef de Surêté de wilaya d'Alger Mohamed Bettache, a indiqué hier que l'enquête est en cours pour élucider les causes et identifier les auteurs de l'assassinat de l'étudiant en médecine, Assil Belalta. L'enquête est conduite par le procureur de la République territorialement compétent et des détails seront communiqués une fois cette enquête bouclée.

L'insécurité à l'université algérienne n'est pas chose nou-

velle. Pis encore, elle tend aujourd'hui à se banaliser. Il faut rappeler que plusieurs étudiants ont, par le passé, fait déjà l'objet d'agressions à l'arme blanche à l'intérieur des facultés dans différentes wilayas, à l'exemple de la wilaya de Tizi Ouzou. Les choses s'aggravent d'une année à l'autre. Lieu pour acquérir le savoir, les universités algériennes défrayent la chronique par des cas d'agressions, et désormais de meurtres, par des personnes étrangères, à l'intérieur des campus. Les parents aujourd'hui ne sont plus rassurés quant à la sécurité de leurs enfants étudiants. Cette situation interpelle, non seulement les pouvoirs publics, mais toute la société. Ce qu'ont le plus, c'est de voir l'université algé-

rienne sombrer dans l'insécurité au lieu de symboliser le savoir. En tout état de cause, la sonnette d'alarme a été tirée par les étudiants au niveau national. Ces derniers sont montés au créneau pour dénoncer l'insécurité dans les campus et cités universitaires. Il est intolérable que de pareils actes d'agression surviennent au sein d'une université. La sécurité des étudiants doit être garantie par les autorités publiques.

Chaque année, des enquêtes sont menées par les forces de sécurité suite à des cas d'agressions, mais au-delà, rien n'est fait au niveau du renforcement de la sécurité au niveau des campus universitaires pour protéger les étudiants.

K. N.

Elles seront installées au niveau des sites exposés à ce risque

Des stations pour prévoir les inondations

Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a fait état, lundi à Alger, de la prochaine mise en place d'un réseau national de prévision des inondations à travers la réalisation de plusieurs stations dotées de technologies de pointe au niveau des sites exposés à ce risque.

Une centaine de stations automatiques de haute technologie a été acquise et installée au niveau des différents sites exposés au risque d'inondation pour prévenir ce phénomène plusieurs heures avant sa production en attendant la mise en place d'un réseau national à cet effet, a précisé M. Necib lors d'une conférence de presse animée au terme de l'ouverture du 15^e Salon international des équipements technologiques et des services de l'eau (SIEE Pollutec), à Alger, en présence de membres du gouvernement. Les départements des ressources en eau et de l'Intérieur oeuvrent de concert à l'équipement de toutes les villes de ce type de ces stations de prévision des inondations, a-t-il poursuivi.

Rappelant l'existence de plus de 700 sites à risque d'inondation en Algérie, M. Necib a soutenu que la majorité de ces zones étaient sous contrôle, même s'il en demeure quelques uns assez dangereux en raison des précipitations et des changements climatiques que connaît le pays.

M. Necib a évoqué également, la nouvelle stratégie mise au point, en collaboration avec l'Union européenne (UE), et qui a permis une parfaite et minutieuse connaissance de ce phénomène naturel grâce à une étude profonde menée sur plusieurs années.

Pour réduire les risques d'inondation, l'effort a été axé sur les oueds, à travers leur aménagement et entretien, l'élargissement de la capacité des canalisations des eaux pluviales et l'élaboration de plan d'urbanisme propre à chacune des régions du pays, a conclu le ministre.

H. M.

Un projet de loi a été élaboré

L'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire règlementée

Le projet de loi relative aux activités nucléaires, qui sera présenté devant l'Assemblée populaire nationale (APN) la semaine prochaine, a pour objet de définir le cadre législatif et réglementaire des activités liées à la recherche, la production et l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire dans le respect des obligations internationales auxquelles a souscrit l'Algérie.

Le projet de loi a aussi pour objectif d'assurer la protection de la santé, de l'environnement et des générations futures contre les nuisances potentielles liées à l'utilisation des rayonnements ionisants, conformément aux principes de la radioprotection ainsi que de la sûreté et de la sécurité nucléaires. Il fixe aussi les principes de base

régissant les installations nucléaires ainsi que l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Le document note que l'évaluation de la situation nationale du domaine nucléaire a identifié les limites de la démarche ayant prévalu jusqu'à maintenant, relevant, à cet effet, l'absence d'une législation forte et cohérente.

En ce sens, il est relevé que l'Algérie n'a pas de loi nucléaire, bien que les activités dans ce domaine soient parmi les plus développées en Afrique, alors que l'exercice des prérogatives d'une autorité régaliennne qui veille au respect des règles et des bonnes pratiques n'est pas conforme aux pratiques dans le domaine.

Le même document a relevé, en outre, que les infractions dans

les pratiques ne sont sanctionnées que par des mesures administratives, alors que la répartition des rôles des différents intervenants n'est pas clairement établie. Dans ce sillage, l'avènement d'un cadre juridique d'utilisation des applications de l'énergie et des techniques nucléaires, à des fins pacifiques, pour le développement économique et social du pays, faciliterait la conduite des activités nucléaires et la maîtrise des risques associés qui, autrement, seraient difficiles à contenir, lit-on encore dans l'exposé des motifs de ce projet de loi.

«Elle permettrait également à l'Etat, en conformité avec le droit algérien et les instruments internationaux auxquels l'Algérie a souscrit, d'atteindre ses objectifs

en termes de protection des personnes, des biens et de l'environnement contre lesdits risques nucléaires en conférant à sa démarche la crédibilité indispensable», note encore le document.

A ce titre, les aspects de sûreté et de sécurité nucléaires, de protection contre les rayonnements, les garanties de non-prolifération nucléaire, doivent faire l'objet d'une législation rigoureuse et appropriée, en conformité avec le droit algérien et aux engagements internationaux de l'Algérie, est-il recommandé. Par ailleurs, ce projet de loi est structuré en 19 chapitres encadrant plus de 156 articles qui prévoient, notamment la réglementation rigoureuse des différentes activités nucléaires, la définition des

règles et prescriptions de sûreté et sécurité nucléaires et radioprotection, l'application des garanties de non-prolifération nucléaire reprenant l'ensemble des obligations contenues dans l'accord signé avec l'Aiea, ainsi que la définition des sanctions pénales liées aux infractions aux dispositions de la législation nucléaire nationale et la transposition des dispositions des traités et des conventions ratifiées par l'Algérie. Le projet de loi prévoit, en outre, la création d'une Autorité nationale de sûreté et de sécurité nucléaire, auprès du Premier ministre. Elle veillera au respect et à l'application des règles de sûreté et de sécurité nucléaires et radioprotection.

S. H.

32^e sommet de l'UA

Décisions-clés pour accélérer la transformation de l'Afrique

Le 32^{ème} Sommet de l'Union africaine (UA), dont les travaux se sont achevés lundi soir à Addis-Abeba, a adopté plusieurs décisions-clés sur des dossiers stratégiques, contenant des solutions visant à accélérer la transformation tous azimuts de l'Afrique.



Les chefs d'Etat et de gouvernements africains, dont le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, représentant du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à ce sommet, ont abordé de nombreuses questions importantes et stratégiques pour le continent, pour l'organisation continentale ainsi que pour les Etats membres.

Les dirigeants africains ont approuvé les recommandations des ministres du Commerce de l'UA concernant un modèle de libéralisation tarifaire qui sera utilisé par les Etats membres pour établir les listes de concessions tarifaires.

Ils ont approuvé aussi la désignation des produits sensibles et de la liste d'exclusion sur la base des critères de sécurité alimentaire, sécurité nationale, recettes fiscales, moyens de subsistance et industrialisation.

Le sommet de l'UA a décidé que les Etats membres souhaitant nouer des partenariats avec des tiers devraient informer l'Assemblée avec l'assurance que ces efforts «ne porteront pas atteinte» à la vision de l'UA de créer un marché africain commun.

Il est demandé aux ministres de l'UA chargés du commerce à achever les négociations sur l'investissement, la politique de concurrence et les droits de propriété intellectuelle, et soumettre les projets de textes

juridiques à la session de janvier 2021 de l'Assemblée pour adoption par la Commission technique spécialisée sur la justice et les questions juridiques.

L'Assemblée a délégué au Conseil exécutif le pouvoir d'examiner et d'approuver le statut et le règlement intérieur des structures de gouvernance de l'Agence de développement de l'Union africaine, Auda/Nepad, lors de la 35^{ème} session ordinaire du Conseil exécutif prévue à Niamey (Niger) en juin 2019.

Longtemps critiquée pour sa lourdeur administrative et son inefficacité, l'UA avait chargé en 2016 le leader rwandais Paul Kagame de réfléchir à une réforme visant, notamment à garantir l'autonomie financière de l'organisation pour lui donner les moyens de sa souveraineté politique.

Kagame a décidé de tailler dans les dépenses de l'UA, en limitant le nombre de sommets et de commissions, et à réduire sa dépendance à l'égard des donateurs étrangers. Il a aussi suggéré qu'elle circonscrive ses priorités à la sécurité, la politique et l'intégration économique.

Le sommet africain a demandé au président de la Commission d'«accélérer» les efforts visant à organiser à Addis-Abeba, en 2019, une conférence internationale sur la réconciliation en Libye sous les auspices de l'UA et de l'ONU.

L'UA a rendu hommage aux pays contributeurs de troupes et de forces de police de l'Amisom, pour les «immenses sacrifices» consentis dans la promotion de la paix, de la sécurité, de la stabilité et de la réconciliation en Somalie.

La Conférence a réaffirmé sa détermination à «intensifier» ses efforts en vue d'une action de prévention des conflits plus efficace en Afrique, exprimant sa «profonde» préoccupation devant la recrudescence des attaques terroristes dans certaines parties du continent et réitérant la détermination de l'UA à «débarrasser l'Afrique du fléau du terrorisme extrême violent, qui ne peut être justifié en aucune circonstance».

L'Assemblée a donné mandat à la Commission afin de fournir un appui technique aux Etats membres pour accélérer la mise en oeuvre de la taxe de 0,2%, de faciliter la participation du Comité des 15 ministres des Finances (F15) à l'examen du rapport d'audit annuel de l'Union.

Elle a souligné la nécessité de faciliter un retrait de la F15 pour évaluer les mécanismes de ses méthodes de travail et examiner les modalités permettant d'accélérer la mise en oeuvre des décisions relatives au financement de l'Union.

L'Assemblée a adopté, par ailleurs, les instruments juridiques en l'occurrence le

Projet de traité portant création de l'Agence africaine des médicaments, un projet de statut de la Commission africaine de l'audiovisuel et du cinéma, un projet de statut du Centre international de l'Union africaine pour les filles, ainsi qu'un autre projet relatif à l'Education femmes en Afrique.

R. A.

Regrettant les difficultés de financement du G5 Chergui appelle les Etats africains à la «combinaison» des efforts

Le commissaire de l'Union africaine pour la Paix et la Sécurité, Smail Chergui, a appelé lundi à la combinaison des efforts politiques et économiques pour lutter contre les «causes profondes» du terrorisme, notamment dans la région du Sahel, soulignant qu'«il ne faut pas se limiter uniquement à une réponse militaire et sécuritaire».

S'exprimant lors d'une conférence de presse, tenue en marge des travaux du 32^{ème} sommet de l'UA à Addis-Abeba, M. Chergui a déploré à l'occasion la «progression du terrorisme» dans le Sahel et appelé «à combiner la réponse sécuritaire à une lutte contre ses causes profondes, notamment économiques et politiques».

Citant particulièrement le cas du Burkina Faso, confronté «presque quotidiennement à des attaques criminelles et terroristes», le commissaire de l'UA pour la Paix et la Sécurité a relevé que «les mouvements terroristes se multiplient, s'acharnent sur les populations civiles et les institutions de ces pays».

A ce propos, il a fait remarquer que «le Sahel connaît une situation sans précédent en matière de défi sécuritaire».

Evoquant les discussions tenues au sein de l'assemblée de l'UA à ce sujet, M. Chergui a indiqué que les Etats africains se sont mis d'accord sur «le fait qu'il faut concentrer les efforts sur l'apport d'une réponse complète à ce phénomène».

«Il ne faut pas uniquement une réponse militaire et sécuritaire, il faut aussi s'assurer que personne n'est laissé pour compte en terme de développement, d'engagement politique et de justice», a-t-il fait savoir, assurant en outre qu'il faut «donner des emplois aux jeunes quand c'est possible».

M. Chergui a regretté, par ailleurs, les difficultés de financement auxquelles fait face la force G5 Sahel (Burkina, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad), précisant que «les troupes sont déjà prêtes, mais ce sont les équipements qui manquent».

Les déclarations de M. Chergui interviennent après l'engagement pris par le nouveau président en exercice de l'UA, le président égyptien, Abdel Fattah el-Sissi, qui a appelé dimanche, lors de sa prise de fonction, à lutter contre les «causes» du terrorisme.

H. L.

Lutte contre le terrorisme

Le rapport du Président Bouteflika contient plusieurs propositions

Le rapport du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, en tant que leader de l'Union africaine (UA) sur cette question qui vient d'être adoptée par le 32^{ème} Sommet de l'UA contient plusieurs propositions visant, notamment «à renforcer» les efforts du continent pour lutter contre la menace terroriste, a indiqué, dimanche à Addis-Abeba, le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel. «Cet important rapport, présenté par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, contient une série de propositions qui ont été adoptées par

les chefs d'Etat de l'Union africaine, lesquels ont félicité le Président de la République pour le contenu de ce rapport, en ce qu'il comprend des mesures visant à renforcer les efforts du continent pour lutter contre la menace terroriste qui pèse sur nos pays, notamment en ce qui concerne le phénomène du retour des combattants terroristes étrangers», a-t-il ajouté lors d'un point de presse, en marge du Sommet africain.

Il a souligné que la décision du Sommet adoptée sur la base de ce rapport, les chefs d'Etat et de gouvernement «ont instruit la Commission de l'Union africaine de poursuivre ses efforts

pour mettre en oeuvre les mesures contenues dans le rapport du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, en attendant ses prochains rapports».

«En plus de cet acquis, il convient de relever, avec fierté, l'élection de notre pays à une écrasante majorité (48 voix sur 52), en tant que membre du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine pour un mandat de trois ans débutant cette année», s'est-il réjoui.

Les dirigeants africains ont également abordé d'autres questions «importantes et stratégiques» pour le continent africain, pour l'organisation conti-

nentale ainsi que pour les Etats membres, lors de ce sommet.

Il s'agit, notamment de la réforme financière et institutionnelles de l'Union africaine, ainsi que le thème de l'année en cours sur les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées internes, sur lesquels «l'Algérie a fait savoir sa position, en particulier sur la nécessité de s'attaquer aux causes profondes du phénomène, notamment les crises et les conflits, les catastrophes naturelles et les lacunes en matière de développement économique et social», a rappelé le chef de la diplomatie algérienne.

Reda A.

Guitouni

L'Opep pourrait réduire sa production en avril

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) pourrait recourir à une nouvelle réduction de sa production de brut lors de sa prochaine réunion ministérielle, prévue en avril prochain à Vienne, afin de soutenir les prix, a indiqué hier à Alger le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni.



« **D**epuis notre dernière décision de décembre 2018, les prix se stabilisent. Ils se situent dans une fourchette allant entre 60 et 64 dollars le baril. L'Opep est souveraine, et pourrait décider d'une nouvelle coupe dans sa production », a déclaré M. Guitouni à la presse en marge d'une réunion de la Commission africaine de l'énergie nucléaire (Afcne).

Toutefois, a-t-il ajouté, une telle décision est tributaire des résultats de l'analyse du marché pétrolier au premier tri-

mestre 2019.

« Pour l'instant, rien n'est décidé. Tout sera revu avec des commissions de chaque pays qui sont en train de travailler actuellement sur le comportement du marché, sur les besoins et sur le développement des industries qui connaissent un certain ralentissement », a-t-il expliqué.

Le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep/non-Opep (Jmmc) tiendra sa 13^{ème} réunion le 18 mars prochain à Bakou (Azerbaïdjan).

Interrogé sur certaines ana-

lyses faisant état de « divergences » entre l'Opep et ses partenaires producteurs de pétrole, le ministre a affirmé que les pays qui font partie de l'accord de Vienne continuent à collaborer en toute « cohésion » : « L'Opep va très bien, la coopération Opep/non-Opep va très bien. Il y a une cohésion totale, et les points de vue convergent quand il s'agit de la stabilité des marchés », a-t-il soutenu.

Pour rappel, en décembre dernier, l'Opep avait convenu avec des pays producteurs non Opep, la Russie à leur tête, d'une baisse conjointe de leur

production de 1,2 million de barils/jour à partir du 1^{er} janvier 2019, avec une réduction de 800 000 barils/jour par l'Opep et de 400 000 barils/jour par ces pays producteurs non-Opep.

Cet accord est intervenu suite à l'engagement des 15 pays membres de l'Opep à baisser leur production à hauteur de 3%, contre 2,2% par les 10 pays partenaires, sachant que l'Iran, le Venezuela et la Libye n'en sont pas concernés en raison des difficultés enregistrées dans la production de leurs quotas respectifs habituels.

R. E.

Pour développer des champs gaziers dans le sud

Sonatrach signe un contrat avec une entreprise indienne

Le groupe Sonatrach et l'entreprise indienne Larsen & Turbo Hydrocarbon Engineering Limited India (LTHE) ont signé lundi à Alger un contrat pour le développement des champs gaziers du sud-ouest algérien.

Ce contrat en EPC (Engineering, Procurement and Construction/ Ingénierie, Approvisionnement et Construction) de développement des champs gaziers de Hassi Ba Hamou et Reg Mouaded, Hassi Tidjerane et Hassi Tidjerane ouest, Tinerkouk et Tinerkouk ouest, a été signé par le directeur central Engineering & Project Management (EPM) auprès de Sonatrach, Faiz Zane, pour la partie algérienne et le P-dg de LTHE, Subramanian Sarma, pour la partie indienne, en présence du P-dg du groupe Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour.

Ce projet de développement des champs gaziers du Sud-Ouest consiste à la réalisation de trois nouvelles installations de traitement et de compression du gaz, afin d'assurer une production journalière de gaz de vente d'environ 11 millions de mètres cubes par jour (m³/ jour), a expliqué M. Zane.

Pour ce qui est du montant contractuel,

il est estimé à 122 milliards de dinars, avec une livraison définitive prévue pour juin 2024, a précisé M. Zane.

La production issue de ces futures installations sera injectée dans le futur pipeline GR7 du réseau TRC, a-t-il ajouté.

Abordant la stratégie de réalisation de ces installations, le chef de projet, Messaoud Abdelhakim a indiqué qu'il s'agissait de maximiser le concept de Modularisation en utilisant des modules standardisés (des équipements transportables) pour permettre la mobilité pour le transfert des modules dans le futur, vers d'autres sites, la réduction autant que possible de la durée des travaux de construction sur site et la standardisation entre les trois sites à l'effet de réduire le temps et le coût de l'engineering, faciliter la maintenance et augmenter l'interchangeabilité des pièces de rechange durant la phase exploitation.

Evoquant l'étendue des prestations et fournitures du contrat EPC, M. Messaoud a expliqué qu'elle comprenait notamment les études d'engineering de détail, l'approvisionnement et la livraison de la fourniture, la construction et le montage sur site.

L'étendue comprendra également les

essais et mise en service, la spécialisation du personnel du maître de l'ouvrage et l'assistance à l'exploitation.

Selon le chef de projet, les installations à réaliser pour les unités de traitement sont des modules d'une capacité chacune de 2 millions de m³/jour.

Le nombre de modules est de 3,2 et 2 respectivement pour les CPF de Hassi Ba Hamou, Hassi Tidjerane et Tinerkouk.

Ces installations comprennent, entre autres une unité de réception du gaz brut, une unité de séparation d'entrée et une unité de compression du gaz d'entrée.

Elles comprennent également une unité de démercurisation du gaz et une unité de déshydratation du gaz et régénération du glycol. Pour rappel, ces champs se situent dans le Sud-ouest de l'Algérie au sein des trois wilayas à savoir Adrar, Ghardaïa et El Bayadh.

Les futures installations de traitement et de compression du gaz seront implantées dans la wilaya d'Adrar suite à la concentration des gisements qui s'y trouvent.

La production annuelle du projet serait d'environ 4 milliards de m³ de gaz de vente pendant les huit premières années.

H. T.

Le Brent progresse à plus de 62 dollars

Les prix du pétrole ont progressé mardi en cours d'échanges européens avant la publication du rapport mensuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 62,59 dollars à Londres, en hausse de 1,09 dollar par rapport à la clôture de lundi.

A New York, le baril américain de WTI pour le contrat de mars gagnait 78 cents à 53,19 dollars. Le rapport mensuel de l'Opep, qui précède d'un jour celui de l'Agence internationale de l'Énergie (AIE), permettra au marché de voir dans quelle mesure les efforts de l'Organisation mettent un frein à la hausse de l'offre mondiale.

« La différence de prix entre le Brent, référence internationale, et le WTI, plus localisé (aux États-Unis), s'est creusée récemment », a souligné Bjarne Schieldrop, analyste.

« L'Opep et ses partenaires ont réussi à limiter leur production depuis la production élevée atteint en novembre dernier », a-t-il ajouté.

L'Arabie Saoudite, membre de l'Opep et premier exportateur mondial, compte encore abaisser sa production et ses exportations en mars, a affirmé hier le ministre saoudien Khaled al-Faleh dans un interview au Financial Times.

G. L.

L'Opep a nettement limité sa production en janvier

L'Opep a encore fortement réduit sa production en janvier, avec un effort marqué de l'Arabie Saoudite, conformément à ses engagements pour soutenir les cours, tandis que celle du Venezuela n'en finit plus de ralentir.

La production totale du L'Opep a atteint 30,81 millions de barils par jour (mbj) le mois dernier, soit 797 000 barils par jour de moins qu'en décembre, selon des sources secondaires citées par l'Organisation dans son rapport mensuel.

L'Arabie Saoudite a encore fortement contribué à l'effort de limitation de la production, en pompant 350 000 barils par jour de moins qu'en décembre.

Les Emirats arabes unis, le Koweït ou encore l'Angola se sont aussi restreints sur cette période. Le Venezuela, touché par de graves troubles politiques, a encore vu sa production diminuer de 59 000 barils par jour.

L'Opep semble ainsi tenir sa promesse de pomper moins d'or noir, comme il s'y est engagé en décembre dans le cadre d'un accord avec d'autres pays producteurs, notamment la Russie.

Ces pays tentent ainsi de soutenir les cours, qui se sont effectivement repris ces dernières semaines après une chute en décembre.

L'Opep estime par ailleurs que les pays extérieurs à l'organisation devraient produire un peu plus que prévu cette année, avec une contribution plus importante que prévu en provenance du golfe du Mexique aux États-Unis.

Côté demande, l'Opep a légèrement revu en baisse sa prévision de la croissance. Elle est désormais attendue à 1,24 mbj (contre 1,29 mbj auparavant) pour atteindre une demande moyenne de 100 mbj en 2019.

S. T.

Chambres de commerce et d'industrie (CCI)

Nécessité d'une stratégie nationale de gestion et de numérisation

Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a affirmé, lundi soir à Souk Ahras, la nécessité de mettre en place d'une stratégie nationale de gestion et de numérisation des chambres du commerce et de l'industrie (CCI) afin d'attirer des opérateurs nationaux et étrangers.



Lors de la pose de la première pierre du projet de siège de la CCI dans le cadre de sa visite de deux jours dans la wilaya, le ministre a indiqué que ces chambres organiseront des rencontres entre opérateurs nationaux ainsi qu'avec leurs pairs des pays, notamment voisins.

Ces chambres sont tenues de jouer un rôle axial dans la formation et le recyclage des jeunes opérateurs économiques dans le domaine de la gestion et management, a-t-il ajouté avant d'inviter les responsables des CCI à mettre à la disposition des opérateurs toutes les informations sur les projets et opérations d'exportation.

Selon les explications données au ministre, le futur siège de CCI Souk Ahras dont la réalisation est annoncé en 24 mois occupera un terrain de 1 200 m² dont 365 m² bâtis sur cinq niveaux. Il comprendra notamment un centre d'affaires et une école de formation.

Lors de l'inauguration d'un laboratoire de

contrôle de la qualité et de répression de la fraude réalisé sur 840 m² et doté de 40 appareils scientifiques, le ministre a préconisé l'intensification des opérations de contrôle des produits alimentaires et cosmétiques dans le souci de préserver la santé du consommateur.

Il a exhorté le personnel du laboratoire à préserver ses équipements dont l'acquisition a mobilisé d'importantes ressources financières et a insisté sur la formation des ingénieurs et techniciens en tirant avantage des expériences étrangères. Il a également appelé à assurer le contrôle des produits importés via les postes frontaliers.

Au centre sportif Badji Mokhtar, le ministre a présidé l'ouverture de la première édition du Salon Ahras export 2019 qui réunit 80 exposants de 18 wilayas et huit opérateurs libyens.

Lors de sa tournée dans ce salon initié par CCI-Medjerda Souk Ahras et qui se poursuit jusqu'au 13 février, le ministre a exprimé sa satisfaction de la qualité et de la diversité des produits exposés dont des matériaux de construction, poteries, articles scolaires, denrées, fruits et légumes.

Le ministre a insisté sur le renforcement de la dynamique de production et des capacités logistiques assurant que des efforts sont déployés pour élaborer «un plan national de développement des exportations algériennes par l'association de tous les opérateurs».

Le ministre du Commerce a poursuivi hier sa visite par l'ouverture des travaux du 2^{ème} Forum économique sur «l'expérience de développement de pôles économiques dans les régions frontalières» à la salle Miloud Tahri.

L. F.

Grâce à la stabilité du pays

L'industrie algérienne se développe avec force

L'industrie algérienne a commencé à se développer davantage ces dernières années grâce à la stabilité politique et sécuritaire que connaît le pays, a affirmé, lundi à Bouira, le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, qui a inauguré et lancé quelques projets relevant de son secteur dans cette wilaya du centre du pays.

Lors d'un point de presse organisé à la fin de sa visite, M. Yousfi s'est dit satisfait des progrès que connaît le secteur de l'industrie en Algérie. «A Bouira, nous avons vu une technologie de pointe utilisée dans le complexe agroalimentaire du groupe Bali inauguré à El Hachimia, ainsi qu'à l'usine Bio Pharm de production pharmaceutique, lancée cette après-midi au niveau de la zone industrielle de Sidi Khaled, dans la commune d'Oued El Bardi (sud de Bouira). Cela honore ces entreprises et toute l'Algérie», a-t-il souligné.

«Nous avons constaté égale-

ment l'évolution positive de l'unité de l'Entreprise nationale de peinture (Enap) de Lakhdaria qui travaille et qui couvre plus de la moitié du marché national. Elle exporte et elle a des projets dans le futur, c'est très important pour notre secteur et pour notre pays», a souligné M. Yousfi, qui a visité, au cours de son déplacement, l'usine de production de plâtre d'El Adjiba (est de Bouira), qui est un groupement algéro-français (Cosider-Lafarge) créé en mai 2002.

Les moyens technologiques de pointe utilisés par ces investisseurs «prouve que l'industrie algérienne se développe davantage et avec force, grâce au climat de stabilité et de confiance que ressentent les investisseurs en Algérie», s'est réjoui le ministre.

M. Yousfi a saisi cette occasion pour exprimer sa satisfaction quant aux opportunités et aux potentialités qu'offre la wilaya de Bouira en matière de compétences humaines et de ressources naturelles en agricul-

ture et en industrie. «Nous voulons renforcer l'industrie minière dans cette wilaya qui renferme d'importantes richesses naturelles comme la célestine (pierre naturelle) utilisée dans l'industrie chimique, Bouira est la plus riche des wilayas en ce produit», a-t-il expliqué à la presse.

Le ministre a réaffirmé, par ailleurs, l'engagement de son département à oeuvrer pour le renforcement des autres industries. «Nos entreprises se développent progressivement. Nous avons une usine de Crystal à Oran qui est actuellement en production, à Guelma, Aïn Smara, Flifla et Tlemcen également, où nous allons renforcer la production».

Youcef Yousfi a fait état également d'un projet, adopté par le gouvernement, pour la réalisation d'une usine de production du phosphate. «Avec ce projet, nous comptons augmenter (la production) de deux millions de quintaux à 12 millions de quintaux. Cette quantité est destinée à la production d'engrais, dont

60 à 70 % de la production sera destinée à l'exportation pour un montant pouvant aller de 1,5 à 2 milliards de dollars», a précisé le ministre.

Plusieurs autres usines d'exploitation de marbre et de granite, ainsi que de manganèse, zinc et plomb et de Célestine, ainsi que de fer, seront lancés et relancés à Bouira, Béjaïa, Béchar et dont les études sont en cours d'achèvement, relevé M. Yousfi qui a annoncé également qu'une étude est en cours de finalisation pour l'exploitation des gisements d'or existant dans la wilaya de Tamanrasset, dans l'extrême sud algérien.

A propos de l'entreprise nationale de production de détergents de Sour El Ghozlane, qui fait face à de sérieuses difficultés financières, M. Yousfi a expliqué que ce sujet était au cœur des priorités de son département qui examine les moyens permettant de trouver des solutions à la situation.

S. M.

Université de Guelma Vers la création d'un incubateur de projets

Un incubateur de projets sera créé à l'université de Guelma au cours de l'année 2019, dans le but de concrétiser les idées innovantes des enseignants et des étudiants, a indiqué à l'APS, lundi, le recteur de cet établissement.

Le Dr Salah Laâgoune a révélé que son université a demandé au Bureau international du travail (BIT) de l'accompagner dans l'enrichissement et la mise en place de cette structure d'appui à la création d'entreprises, mettant en avant les multiples projets menés conjointement avec le BIT tels que le projet Tawdif et le Club de recherche d'emploi, destinés à aider les jeunes diplômés à intégrer le monde du travail.

Selon ce responsable, cet incubateur qui sera implanté à l'intérieur de l'université va, dans un premier temps, prendre en charge les travaux des 24 laboratoires de recherche agréés à l'université 8 Mai 1945, puis de concrétiser toutes les productions scientifiques présentées par les étudiants en post master.

Le recteur de l'université 8 Mai 1945 a également ajouté que l'incubateur de projets sera également mis à la disposition des porteurs d'idées, aussi bien locaux, que nationaux, affirmant que cette structure se verra un trait d'union entre l'université et le secteur socio-économique, a-t-il conclu.

S. M.

El Oued

Plus de 3 000 cas de cancer depuis 2018

Plus de 3 000 cas de cancer ont été recensés depuis l'année dernière à la fin janvier 2019 dans la wilaya d'El Oued, ont relevé les responsables du bureau régional de l'association locale d'aide aux cancéreux El Fadjr.



cales au profit des enfants, obligeant leurs familles et parents à de longs déplacements vers les autres wilayas, dont la plus proche est distante de 400 km d'El Oued.

Ce qui, dit-il, influe négativement, aussi bien sur l'état du malade, que sur les faibles bourses des parents, sans compter les autres phases de traitement effectuées au niveau des cliniques privées, moyennant de fortes sommes d'argent.

Appel à un réseau national de praticiens pour une meilleure prise en charge

De nombreux praticiens, généralistes et spécialistes, exerçant au niveau des services médico-chirurgicaux du cancer dans la wilaya d'El Oued ont mis en avant la nécessaire réflexion à la création d'un réseau national des praticiens pour une meilleure prise en charge des cas de cancer.

Selon les avis recueillis par l'APS auprès des médecins, ce réseau devra constituer un espace médical scientifique ouvert à tous les généralistes et spécialistes chargés de la gestion des services médico-chirurgicaux du cancer et une tribune et forum scientifiques ouverts aux praticiens pour développer et échanger les expériences médicales et scientifiques, mettant à profit les technologies de communication modernes.

Ils ont, en outre, valorisé la mission assumée par les associations dans les campagnes de prévention et de sensibilisation sur l'importance du dépistage précoce de la maladie du cancer.

D'après les impressions recueillies, les expériences d'associations chargées de la prise en charge des cancéreux ont été jugées très « fiables » en termes de dépistage précoce du cancer du sein, vu son efficace contribution dans la sensibilisation de la gent féminine, vulnérable à ce type de cancer.

Les praticiens estiment également, que les associations constituent, pour de nombreuses catégories de la société, la tribune et le moyen de communication les plus appropriés au regard de leurs efforts dans le rapprochement des populations des localités enclavées à la faveur de l'organisation périodique de caravanes de sensibilisation et de thérapie à leur égard.

G. F.

L'association a recensé, à elle seule, 2 000 malades, dont la majorité issue de couches vulnérables, qui s'étaient rapprochés de ces structures pour bénéficier des procédures d'accompagnement, de suivi médical et d'aides, notamment financières, pour couvrir les lourdes charges de transport, d'orientation et d'hébergement, a précisé à l'APS, le président de l'association.

Selon l'association, les nombres de 37 nouveaux cas de cancer recensés chaque mois et de 20 décès déplorés sur la même période (un mois) sont « préoccupants », a souligné M. Mohamed Zeghdi, ajoutant que de nombreux cas de malades ne sont pas enregistrés dans certaines localités enclavées en l'absence de prestations de santé spécifiques au niveau de ces régions, notamment les campagnes de dépistage précoce de cette pathologie, un mécanisme jugé efficace pour contenir sa propagation.

Le président de l'association El

Fadjr a imputé la hausse du nombre de décès de cas cancéreux diagnostiqués tardivement, soit en phase de métastase, contraignant ainsi au traitement de chimiothérapie et de radiothérapie, ou le placement en soins intensifs.

Les types de cancer prévalant dans la wilaya d'El Oued sont ceux du sein et du col de l'utérus chez les femmes, et colorectal, pulmonaire et de la prostate chez les hommes et la leucémie chez les enfants, précise M. Zeghdi en signalant que 80% des personnes atteintes par cette maladie sont des femmes.

Assurer la chimiothérapie au CAC d'El Oued

Dans l'optique d'une meilleure prise en charge des cancéreux de la région, le centre anticancéreux régional (CAC) de la wilaya d'El Oued, d'une capacité de 140 lits, a été mis en service en avril de l'année dernière pour assurer dans une première phase des presta-

tions de chimiothérapie, en attendant l'entrée en service des huit autres services médicaux projetés dans le courant du mois d'avril prochain, ont assuré les responsables du secteur de la santé et de la population de la wilaya.

Cette structure médicale spécialisée s'insère dans le cadre de la concrétisation de la carte sanitaire nationale élaborée par le ministère de tutelle pour une meilleure prise en charge des cancéreux, le rapprochement des structures médicales spécialisées du citoyen, et l'équipement des structures pour la lutte contre cette maladie.

A ces structures, visant la prise en charge des cancéreux, viendra s'ajouter la réception prochaine d'un centre d'accueil relevant du bureau régional de l'association El Fadjr, fruit des efforts et contributions d'associations d'aides aux malades.

Les travaux de ce projet d'accueil et d'hébergement, au profit des malades issus même de wilayas voisines, ont atteint un

taux de réalisation très avancé.

Implanté à la cité du 1^{er} Novembre à El Oued, ce centre, d'une capacité de 50 lits, renferme également, outre des chambres, un restaurant, une salle de soins, une pharmacie et une bibliothèque. Ses aspects de financement, étude technique et réalisation, sont pris en charge par l'association.

S'agissant de la prise en charge des cancéreux, M. GH, un malade pris en charge par le CAC, a indiqué que ce centre n'assure que les prestations de traitement chimiothérapique, alors que le reste des prestations sont effectuées au niveau des cliniques privées, notamment en matière d'anatomie des échantillons de la biopsie, en plus des analyses médicales requérant des coûts élevés pesant lourdement sur le pouvoir d'achat des malades et de leurs proches.

De son côté, M.S.H, parent d'un enfant malade H.H, a confié que cette structure médicale n'assure guère de prestations médi-

Tizi Ouzou

Vers le dégel de deux projets de structures hospitalières

Le dossier inhérent aux propositions de dégel de deux projets de structures hospitalières dans la wilaya de Tizi Ouzou sera présenté prochainement au gouvernement, a indiqué lundi, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui, en visite de travail dans cette région.

Il s'agit, a-t-il dit, de l'hôpital de Souk El Tenine, dans la daïra de Maâtkas (30 km au sud de Tizi Ouzou), et d'un complexe Mère-

enfant au niveau du pôle urbain d'Oued Falli, dans la banlieue ouest du chef-lieu de la wilaya.

« Nous allons présenter le dossier au gouvernement pour prioriser le dégel du projet d'hôpital de Souk El Tenine et le renforcement des capacités de prise en charge des parturientes au niveau de la wilaya », a-t-il indiqué.

Au Centre anti-cancer (CAC) de Draâ Ben Khedda (10 km à l'ouest de Tizi Ouzou) qui a été mis en service partiellement à la

fin janvier dernier, M. Hasbellaoui a annoncé la création d'un hôpital du jour et d'un service d'oncologie pédiatrique qui viendra en appoint au Centre national d'oncologie pédiatrique du CHU Lamine Debaghine de Bab El Oued et le transfert du service d'oncologie de l'unité du Belloua du CHU de Tizi Ouzou vers ce nouveau CAC.

S'agissant du statut juridique de ce nouvel établissement public spécialisé dans le traitement du cancer, le ministre a indi-

qué que le dossier est en voie de finalisation et sera soumis prochainement au Conseil des ministres pour approbation, avant de préciser que « cette structure sera indépendante du CHU Nedir Mohamed ». Lors de sa visite, le ministre de la Santé a aussi procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation de deux hôpitaux de 60 lits chacun, l'un dans la commune de Bouzeguène (65 km à l'est de Tizi Ouzou) et l'autre à Aïn El Hammam (70 km au sud-est de

Tizi Ouzou), avant d'inspecter le chantier de réalisation d'un hôpital de même capacité d'accueil dans la commune des Ouadhias (35 km au sud de Tizi Ouzou).

Mokhtar Hasbellaoui a insisté, à l'occasion, auprès des entrepreneurs des projets sur le respect des délais de livraison qui sont fixés à 24 mois pour ce qui est des deux premières structures et à 22 mois pour la dernière, dont le taux d'avancement des travaux est en progression.

K. M.

Mascara

Réception prochaine de trois sièges de sûreté urbaine

Trois (3) sièges de sûreté urbaine seront réceptionnés prochainement dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris lundi du chef de sûreté de wilaya, le commissaire divisionnaire, Abdelghani Bethioui.

Lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation du bilan des activités des services de la police dans la wilaya en 2018, il a signalé la réalisation de nouveaux sièges de sûreté urbaine externes à Mamounia et Froha et un autre à Sig.

Il a indiqué que les travaux de réalisation du siège de la 2e sûreté urbaine de Sig ont été achevés et que le taux d'avancement de ceux de la sûreté urbaine externe de Froha a atteint 98% cent et celui de Mamounia 90%, soulignant que ces sièges contribu-

ront à augmenter le taux de couverture sécuritaire dans la wilaya.

Par ailleurs, il a fait part du lancement des travaux de réalisation de 4 sièges de sûreté urbaine dont deux dans les cités «2.500 logements» et «1.000 logements» à Mascara, un à Tighennif et un au nouveau pôle urbain de Oued El Abtal, soulignant que leur réception est prévue avant la fin 2019.

Les services de la sûreté de wilaya de Mascara se sont dotés en 2018 d'un nouveau siège de sûreté de wilaya et d'un siège de sûreté urbaine au pôle de «Oued



Malek» à Mohammadia, disposant ainsi d'un nombre total de 15 sièges sûretés de dairas et de 16 de sûreté urbaine dont 5 externes.

Pour le volet social, la sûreté de wilaya de Mascara a bénéficié de l'inscription du projet de 1.116 logements promotionnels aidés

(LPA) pour les agents de la sûreté nationale, répartis à travers les communes de la wilaya et dont la réalisation est confiée à l'agence foncière de la wilaya pour un délai de 18 mois.

Dans un autre registre, une hausse du nombre d'affaires de stupéfiants traitées estimée à 27% a été relevée en 2018 dans la wilaya par rapport à 2017, avec une augmentation du nombre de saisies (19.779 comprimés psychotropes en 2018 contre 4.000 en 2017), de même pour les boissons alcoolisées, soit la saisie de 56.507 unités contre 43.000 en 2017.

Enfin, le chef de service de police judiciaire de la sûreté de wilaya de Mascara a signalé la saisie, au mois de janvier dernier, de 17 kg de kif traité et de 792 comprimés psychotropes.

N. O.

Centre-ville d'Oran

Achèvement de la restauration de 35 bâtiments

Les travaux de restauration de 35 bâtiments au centre-ville d'Oran ont été achevés et réceptionnés, a-t-on appris lundi auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). La même source a indiqué que 24 bâtiments ont été restaurés à la rue Larbi Ben M'hidi et 11 autres à la rue Mohamed Khemisti, ajoutant que l'opération a porté sur le ravalement des façades et la réfection des terrasses et des escaliers tout en respectant le mode architectural.

Les autorités concernées d'Oran ont initié depuis des années des opérations de restauration de plusieurs immeubles dans le cadre de la réhabilitation du vieux bâti, a-t-on rappelé. La wilaya d'Oran a bénéficié, en 2008 au titre du même programme, d'une enveloppe de 2,5 milliards DA pour prendre en charge plus de 600 bâtiments et 114 sites historiques. Ainsi, 49 immeubles restaurés ont été réceptionnés entre 2008 et 2017. Un dispositif a été installé au niveau de la wilaya chargé du suivi de ce dossier pour relancer toutes les opérations inscrites au titre du même programme, surtout après que la wilaya a bénéficié en 2014 d'une rallonge de 2 milliards DA, a-t-on fait savoir.

Au titre du même programme, 25 immeubles et bâtiments ont été réceptionnés en 2018 dont 18 immeubles à la rue Larbi Ben M'hidi et sept (7) autres à la rue Mohamed Khemisti. Les opérations de restauration ont été confiées à l'OPGI, a-t-on indiqué, soulignant que la ville d'Oran s'apprête à abriter les Jeux méditerranéens de 2021.

R. O.

Médéa

Lancement d'un projet de 1000 logements

Un quota de 1000 logements promotionnels aidés (LPA), affecté à la wilaya de Médéa au titre de l'exercice 2018, sera lancé en réalisation «courant février», a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Ce quota est ventilé à travers dix-huit (18) sites situés au niveau des grandes agglomérations urbaines de la wilaya, parmi lesquelles Médéa, qui a bénéficié du quart du programme, soit 250 unités, Ksar-el-Boukhari, Berrouaghia, Beni-Slimane, Tablat, El-Omaria et Si-Mahdjoub, a-t-on indiqué. Treize (13) promoteurs, dont 11 promoteurs privés, ont été retenus pour la réalisation de ce programme, pour un délai d'exécution contractuel des projets fixé à 18 mois, a ajouté la même source, précisant que l'ensemble des procédures inhérentes aux conditions d'exécution de ce quota de logements sont finalisés.

Des instructions ont été données, dans ce sens, par le chef de l'exécutif aux responsables du secteur de l'habitat, lors d'une récente réunion consacrée à ce dossier, afin de «prendre en charge tous les volets relatifs au raccordement des sites aux réseaux divers (gaz-eau et électricité), la viabilisation des sites, l'accélération de délivrance des actes de propriété et des permis de construction».

Dans le but d'alléger les procédures administratives, à même d'éviter un éventuel retard dans l'exécution de ce programme, il a été décidé, au cours de ladite réunion, d'installer un guichet unique au niveau de la direction du logement en assurant ainsi une «prise en charge en temps réel» de ce dossier, a-t-on conclu.

L. M.

Boumerdes

Prévisions de stockage de 30.000 tonnes de pomme de terre

Un volume global de pas moins de 30.000 tonnes de pomme de terre d'arrière saison, dont la campagne de récolte sera bientôt achevée, est programmé au stockage à Boumerdes, selon les prévisions de la direction des services agricoles de la wilaya.

Rachid Messaoudi, chargé de service à la DSA, a indiqué lundi qu'une campagne a été lancée dernièrement, à travers la wilaya, afin de sensibiliser tous les acteurs concernés (dont les producteurs de pomme de terre et les propriétaires de chambre froides, entre autres) sur l'importance, pour la wilaya, d'atteindre cet objectif ciblé, et d'élargir ses capacités de stockage.

Le stockage de cette pomme de terre, dont la récolte a été entamée en décembre dernier, est prise en charge par plus d'une trentaine

d'opérateurs économiques (de l'intérieur et du dehors de la wilaya) détenteurs de chambres froides et aires de stockage, en collaboration avec la Société-PRODA, a-t-il ajouté.

A cela s'ajoutent, selon le même responsable, d'autres quantités de pomme de terre précoce, prévues à la récolte dès mars prochain, qui viendront renforcer le «leadership» de la wilaya en matière de conservation et de stockage des produits de large consommation, grâce à des capacités estimées à près de 400.000 M3.

Cette quantité de pomme de terre est destinée à être injectée, progressivement, sur les étals des marchés à partir des mois de mars et avril prochains, afin de maintenir le niveau de l'offre et de la demande et, partant, stabiliser le cours de ce

tubercule à cette période de l'année où il est régulièrement signalé une certaine «rareté» de ce produit, a encore souligné Rachid Messaoudi.

Le responsable a, d'autre part, fait cas d'une prévision de production de près de 80.000 tonnes de pommes de terre d'arrière-saison, dans la wilaya à la clôture de la campagne de collecte, «un récolte en légère hausse comparativement à celle de la campagne écoulée», a-t-il observé.

A noter que les prix de la pomme de terre ont enregistré une certaine «stabilité» ces dernières semaines, après une longue période de fluctuations. Actuellement cette denrée vitale est écoulee dans une fourchette de prix allant de 35 à 55 DA/kg dans les marchés de détail de la wilaya, et de 25 à 30 DA/kg chez les grossistes.

R. B.

Batna

Un budget pour raccordement au réseau du gaz naturel

Un budget d'investissement estimé à 4,3 milliards DA a été accordé dans la wilaya de Batna pour le raccordement de 19 994 foyers au réseau du gaz naturel, a indiqué lundi à l'APS, la directrice de l'énergie, Razika Yahiaoui.

Les travaux de 32 projets de raccordement en cette énergie propre, sont actuellement en cours à travers diverses communes de la wilaya notamment dans des zones montagneuses éloignées, connues par leur climat très froid en hiver, selon la même responsable. Trente (30) autres opérations portant raccordement de 5.775 habitations au réseau électrique, sont également en cours dont certaines avancent aux rythmes jugés «remarquables», a par ailleurs souligné Mme Yahiaoui.

L'année 2018 a été marquée par la concrétisation de 21 projets consistant en le raccordement de plus de 2.074 foyers au réseau électrique pour un coût de 340 millions DA en plus de 40



autres opérations mobilisant un montant financier dépassant 2,9 milliards DA, liées à l'approvisionnement en énergie gazière de 12.188 familles, a rappelé la DE.

Lors de sa récente visite à la wilaya de Batna, le ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire avait réservé une enveloppe financière de l'ordre de 1,9 milliard DA pour soutenir le réseau du gaz naturel à l'échelle locale ce qui contribuera au raccordement en cette énergie de 10.000 habitations alors qu'un autre montant de 700 millions

DA a été alloué pour l'alimentation de 5.000 foyers en énergie électrique, a-t-elle ajouté.

Il est prévu, a précisé Mme Yahiaoui, la concrétisation de 13 autres projets destinés au raccordement des puits artésiens au réseau d'électrification rurale, ayant nécessité la mise en place d'un budget d'investissement de 850 millions DA, affirmant que l'ensemble de ces projets s'inscrit dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des citoyens et l'amélioration de leurs conditions de vie.

S. M.

CONFLITS ►►

Syrie

70 civils tués ou blessés dans des frappes de la coalition

Un total de 70 civils ont été tués ou blessés hier dans des frappes aériennes de la coalition internationale contre le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) dans la localité de Baghoz dans la banlieue de Deir Ezzor (est) de la Syrie) a rapporté l'agence de presse syrienne, Sana.



Des sources civiles citées par Sana ont affirmé que le bombardement avait fait 70 morts et blessés, dont la plupart sont des enfants et des femmes. Les sources ont fait savoir que les raids avaient visé un camp comprenant des centaines de civils qui avaient pris la fuite du bombardement de la «coalition» et des terroristes de Daech dans la localité de

Baghoz dans la banlieue de Deir Ezzor.

Les frappes aériennes se sont récemment intensifiées dans les zones sous contrôle de l'EI sur la rive orientale de l'Euphrate.

Après avoir perdu les 4 km² bombardés, l'EI contrôle toujours 4 000 km² dans le désert syrien dans l'est du pays, selon les médias.

L'armée de l'occupation israélienne tire des roquettes sur Qouneïtra

Des roquettes tirées par l'armée de l'occupation israélienne se sont abattues sur la province syrienne de Qouneïtra (sud-ouest), frontalière du plateau du Golan annexé par Israël, a rapporté lundi l'agence officielle syrienne Sana, sans faire état de victimes.

Les roquettes de "l'agresseur israélien se sont abattues sur un hôpital détruit à Qouneïtra ainsi que sur des postes de surveillance" de l'armée syrienne, a affirmé Sana.

Une source militaire citée par l'agence Sana a précisé que les tirs de roquettes n'ont provoqué que des dégâts matériels.

D'après le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane, sept roquettes sont tombées sur la province syrienne de Qouneïtra, dont un poste de surveillance, faisant des blessés. Aucun bilan précis n'a été établi par cette ONG pour le moment.

L'armée syrienne a repris lors de l'été 2018 le contrôle de toute la partie sud de la province de Qouneïtra, qui était aux mains de groupes armés et terroristes depuis 2013.

R. I.

Dialogue inter-palestinien à Moscou

Les participants réitèrent leur «rejet total» de la division

Les participants au troisième cycle de dialogue inter-palestinien tenu à Moscou ont réitéré lundi leur rejet total de la division entre les forces palestiniennes, appelant à «approfondir» le dialogue et à «renforcer l'union nationale» pour défendre la cause palestinienne.

Dans un projet de déclaration commune, dévoilé par l'agence russe Sputnik, les participants palestiniens au dialogue initié par Moscou ont appelé au respect de l'accord de Caire de 2017, exprimant à l'occasion leur préoccupation face à «l'intensification des tentatives extérieures visant à empêcher la réunification des forces palestiniennes».

Les participants palestiniens ont également souligné dans

leur déclaration «l'impossibilité de parvenir à une paix globale et durable au Moyen-Orient sans parvenir à un règlement de la question palestinienne» et ont rejeté «toute initiative extérieure, y compris économique, qui compromettrait les chances de construire un Etat palestinien indépendant, géographique et souverain, avec El Qods-Est pour capitale».

Ils ont salué, en outre, l'intention de «la communauté internationale de s'opposer aux tentatives de promotion d'une approche unilatérale du règlement israélo-palestinien», considérant «le consensus international sur la question d'El Qods comme une preuve de cela», après la condamnation unanime

sur le transfert «illégal» de l'ambassade des Etats-Unis en mai 2018 de Tel-Aviv vers El Qods occupée.

Les dirigeants palestiniens ont demandé à toutes les parties prenantes (les Nations unies, la Ligue des Etats arabes et l'Organisation de la Conférence islamique) à intensifier leurs efforts pour encourager le règlement du conflit israélo-palestinien sur la base des résolutions internationales.

Ils ont affirmé «hautement apprécié» le rôle joué par la Russie dans la promotion des droits nationaux du peuple palestinien sur la scène internationale et leur contribution au soutien de la réconciliation palestinienne et du développe-

ment de l'Etat palestinien. Moscou organise du 11 au 13 février le troisième cycle du dialogue inter-palestinien avec la participation de 12 factions palestiniennes, qui ont traité lors des précédentes rencontres des événements les plus importants sur la scène palestinienne et du processus de paix au Moyen-Orient. Le membre du Comité central du Fatah, Azzam al-Ahmad, le chef adjoint du bureau politique du Hamas, Musa Abu Marzuq, le secrétaire général adjoint du Front démocratique pour la libération de la Palestine, Saleh Abdul-Ahad, ainsi que d'autres dirigeants palestiniens ont participé activement au dialogue abrité par la capitale russe depuis avril 2017.

Dans ce contexte, l'ambassadeur palestinien en Russie, Abdelhafiz Noufal, a assuré dans une interview accordée à Sputnik, que «la Russie est respectée par toutes les factions palestiniennes et tous les dirigeants palestiniens», soulignant, en outre, «l'importance» de ces pourparlers tenus à Moscou visant, a-t-il noté, «à rassembler les Palestiniens pour s'écouter mutuellement, d'autant plus que Moscou entretient de bonnes relations avec toutes les parties».

«Tout le monde a confiance en Moscou et en son rôle dans la région», a-t-il ajouté, exprimant l'espoir que les consultations conduiraient à une «vision commune» et à «une voie positive» pour la cause palestinienne.

R. M.

étrangers qui sont détenus par des Kurdes en Syrie pourrait atteindre 800, selon des sources américaines, issus de plusieurs pays.

Pour le responsable américain, «monter des opérations de rapatriement, ce n'est pas aussi simple qu'envoyer un avion dans un aéroport du nord-est de la Syrie».

Les Etats-Unis qui se sont intervenus dans le conflit en Syrie, qui s'est complexifié avec le temps impliquant des parties étrangères et des groupes terroristes, ont décidé de rapatrier leurs troupes armées au mois de décembre dernier.

S. H.

Irak

Libération de femmes et enfants yazidis enlevés par Daech

Le Commandement irakien des opérations conjointes a annoncé lundi la libération de six femmes de l'ethnie yazidie et de leurs six enfants enlevés par des éléments du groupe terroriste autoproclamé Etat Islamique (EI/Daech) près de Mossoul, à environ 400 km de la capitale irakienne Baghdad.

«Les forces de sécurité irakiennes ont libéré six femmes et leurs six enfants enlevés par les terroristes de l'EI de Mossoul», a déclaré Yahya Rasoul, porte-parole du Commandement irakien des opérations conjointes, dans un communiqué.

«Une force conjointe a agi sur renseignements et a lancé une opération pour libérer les femmes et enfants otages, puis les a escortés pour les mettre à l'abri dans la ville yazidie de Sinjar, située à environ 120 km à l'ouest de Mossoul», a ajouté M. Rasoul.

En décembre 2017, l'Irak a annoncé la victoire sur l'EI, les forces de sécurité et les unités paramilitaires Hashd Chaabi, soutenues par la coalition internationale anti-EI, ayant repris le contrôle de toutes les régions autrefois détenues par le groupe terroriste.

Mais les derniers membres de Daech se sont depuis mélangés à la population urbaine ou ont trouvé refuge dans les zones désertiques et accidentées, lançant des attaques contre les forces de sécurité et les civils.

S. T.



Sénégal

Appels au calme après un mort dans la campagne présidentielle

Les responsables politiques et la société civile au Sénégal appelaient au calme lundi soir après le premier mort signalé depuis le début de la campagne présidentielle lors de heurts entre militants du parti au pouvoir et de l'opposition.



Le Sénégal, qui a connu deux alternances, en 2000 et en 2012, et aucun coup d'Etat, est présenté comme un modèle de démocratie en Afrique, mais les campagnes électorales y sont souvent émaillées d'accusations de corruption, de trafic d'influence, de désinformation et de violences.

Face au président Macky Sall, quatre candidats, dont l'ex-Premier ministre Idrissa Seck, entendent bien le frustrer de son ambition affichée de réélection au premier tour le 24 février.

Après des heurts qui ont fait plusieurs blessés dans le pays ces derniers jours, des échauffourées ont éclaté lundi à Tambacounda, à 420 km à l'est de Dakar, entre partisans de la coalition au pouvoir, Benno Bokk Yaakaar (BBY, "Ensemble pour le même espoir", en wolof) et ceux d'Issa Sall, candidat du Parti de l'unité et du rassemblement (PUR), proche de la mouvance religieuse.

L'Association des éditeurs et professionnels de la presse (Appel) a par ailleurs affirmé, citant "les témoignages des confrères",

que huit journalistes suivant la caravane de campagne d'Issa Sall avaient été blessés à la suite de ces violences.

Lors d'un rassemblement électoral, Macky Sall a déploré la mort d'un militant de son parti et demandé "que toute la lumière soit faite puisque la campagne électorale ne saurait être un prétexte pour que la violence s'installe dans le pays".

Il a appelé ses partisans à "ne pas céder à la provocation", invitant ses adversaires à faire de même.

"C'est déjà le résultat de l'appel à la violence prônée par certains responsables politiques", a-t-il estimé, ajoutant : "Ils répondront de leurs actes devant les tribunaux".

Il faisait allusion à son prédécesseur (2000-2012) et adversaire, Abdoulaye Wade, qui a réitéré le 8 février son appel à empêcher la tenue de la présidentielle, conviant notamment ses partisans à "brûler les cartes d'électeur et les bulletins de vote".

Renoncer à la violence

Le directoire de campagne d'Issa Sall a dénoncé "des sabotages" de ses activités

ces derniers jours, notamment le fait que son convoi a été temporairement bloqué par les forces de l'ordre samedi à Kolda (sud) pour laisser passer celui de Macky Sall.

Depuis, la "provocation" s'est poursuivie, selon le directoire de campagne, faisant état d'attaques lundi matin "de la part des militants de BBY à Tambacounda, occasionnant la mort d'une personne et plusieurs blessés".

Cinq organisations de défense des droits de l'Homme, dont Amnesty International Sénégal et la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'Homme (Raddho), ont exhorté "les autorités compétentes à ouvrir des enquêtes sur tous les actes de violence survenus depuis le début de la campagne électorale et traduire leurs auteurs en justice".

Dans un communiqué, elles "rappellent aux candidats et coalitions l'obligation qui leur incombe d'appeler leurs militants et sympathisants à respecter la liberté de manifestation, d'expression et d'opinion des adversaires politiques et de renoncer à tout recours à la violence".

C'est à la suite de ces échauffourées que

les journalistes ont été blessés et "ont dû leur salut à une intervention rapide et professionnelle de la gendarmerie", selon l'Appel, qui incrimine des militants présumés de la coalition au pouvoir.

L'association se réserve la possibilité de "prendre toute initiative visant la protection de ses reporters", y compris en boycottant les activités d'un ou des candidats, dont "les militants seraient reconnus comme étant agresseurs de journalistes".

Un motard est également mort après avoir été renversé par un véhicule qui s'éloignait du lieu des affrontements, selon une source policière.

Cet incident survient après la mort dimanche de quatre gendarmes assurant la sécurité de la campagne dans un accident de la route dans la région de Sédhiou, en Casamance (sud). Par ailleurs, au moins deux personnes ont été "grièvement blessées" dimanche à Fatick, un fief de Macky Sall dans le centre-ouest du pays, à la suite de violences entre ses partisans et ceux du candidat Ousmane Sonko, figure montante de l'opposition, selon les médias sénégalais.

Depuis le début de la campagne, les appels au calme et des prières pour préserver la paix dans le pays se sont multipliés, de la part notamment de chefs religieux musulmans et chrétiens et de la société civile.

AFP

RDCongo/Rwanda Tshisekedi s'entretient avec Paul Kagame

Le nouveau président congolais Félix Tshisekedi s'est entretenu lundi avec le président du Rwanda Paul Kagame, en marge du Sommet de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, sur entre autres, la coopération et le bon voisinage, ont rapporté des médias locaux.

"Pendant près de deux heures, les deux chefs d'Etat ont passé en revue les questions de bon voisinage et de franche coopération entre leurs Etats", selon la même source.

Président en exercice sortant de l'UA, M. Kagame avait demandé le 17 janvier écoulé, à la Cour constitutionnelle de la RDC la "suspension" de la proclamation des résultats, le temps d'envoyer une délégation à Kinshasa.

Mais la Cour constitutionnelle avait proclamé la victoire définitive de M. Tshisekedi dans la nuit du 19 au 20 janvier.

Le Rwanda et le RDC entretiennent des relations "tendues" depuis 25 ans, à la suite du génocide au Rwanda. Kinshasa accuse Kigali de piller ses minerais (coltan) dans le Nord Kivu. Kigali a dans le viseur le groupe hutu FDLR réfugié dans l'est de la RDC.

Bilal L.

Nigeria

Cinq morts dans des règlements de compte politiques

Cinq personnes ont été tuées dans le sud-est du Nigeria après des affrontements entre partisans des deux principaux partis politiques du géant ouest-africain, à quelques jours des élections générales, a-t-on indiqué lundi auprès de la police.

Selon le porte-parole de la police de l'Etat du Delta, Andrew Aniamaka, les victimes, membres du parti au pouvoir au Nigeria, le Congrès des progressistes (APC), ont été tuées dimanche dans leur appartement d'Effurun, près de la ville pétrolière de Warri.

"Les victimes ont été abattues dans ce qui ressemble à des représailles menées

par des personnes soupçonnées d'appartenir à des partis politiques de l'opposition", a déclaré M. Aniamaka, ajoutant que "des hommes armés avaient tiré dans leur appartement depuis l'extérieur" un peu avant minuit.

"Le calme a été restauré dans la zone et nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que de tels incidents ne se reproduisent plus, en particulier à quelques jours des élections générales", a-t-il déclaré.

Le président du gouvernement local d'Uvwie, Ramson Onoyake a dans la soirée confirmé le bilan de cinq morts.

"Six personnes ont été arrêtées en lien avec la fusillade", a-t-il déclaré, précisant

que l'enquête suivait son cours.

Les représailles faisaient suite à de récents affrontements entre jeunes partisans du candidat de l'APC, le sénateur sortant Ovie Omo-Agegeet, et de sa rivale du Parti populaire démocratique (PDP, opposition), Evelyn Oboro.

Les Nigériens sont appelés aux urnes samedi pour les élections présidentielle et législatives dans le pays le plus peuplé d'Afrique, avec 190 millions d'habitants.

Le président sortant Muhammadu Buhari est en lice pour un second mandat et affrontera le candidat du PDP Atiku Abubakar, ancien vice-président entre 1999 et 2007.

Bilal L.

Le parti au pouvoir accuse les Etats-Unis de "miner la confiance du pays"

Le parti au pouvoir du Nigeria, Congrès des Progressistes (APC), a accusé les "Etats-Unis et leurs alliés", ayant appelé à des "élections libres et sans intimidation", de "miner la

confiance du pays", à quelques jours des élections présidentielle et législatives prévues le 16 février courant, ont rapporté lundi des

médias locaux.

"Plutôt que de nous encourager à organiser des élections crédibles, des déclarations pareilles minent la confiance du pays", a déclaré le porte-parole de l'APC, Festus Keyamo, dans un communiqué.

"Il semble que ces diplomates veuillent discréditer le scrutin avant même qu'il n'ait eu lieu", a-t-il regretté. Les Etats-Unis ont appelé

jeudi le Nigeria à faire en sorte que les élections présidentielle et législatives du 16 février soient "libres, justes, transparentes et pacifiques" et que la commission électorale puisse travailler sans faire l'objet d'"intimidations", avait rapporté des médias.

"Ceux qui interfèrent avec le processus électoral ou incitent à la violence doivent rendre des

comptes", avait mis en garde le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo dans un communiqué.

Il faisait référence selon des médias, au gouverneur de l'Etat de Kaduna, Nasir El-Rufai, selon lequel (...) "Personne ne viendra au Nigeria et nous dira comment diriger notre pays". "Nous sommes un pays indépendant et nous tâchons

de le diriger aussi décemment que possible", avait-il lâché dans un meeting électoral.

Le président sortant Muhammadu Buhari, est en lice pour un second mandat et affrontera Atiku Abubakar, ancien vice-président (1999-2007), et candidat du Parti Populaire Démocratique (PDP).

Reda A.

Trump vante le mur à El Paso, percée au Congrès

En campagne à El Paso, ville frontalière avec le Mexique, Donald Trump a martelé lundi soir que les murs permettaient de "sauver des vies", tout en restant évasif sur une possible percée au Congrès dans les négociations sur l'immigration.

Peu avant qu'il ne monte sur scène, des élus ont annoncé un accord de principe entre démocrates et républicains pour éviter une nouvelle paralysie partielle de l'administration fédérale dans quatre jours. Le compromis prévoit 1,3 milliard de dollars pour des barrières aux frontières, loin des exigences initiales de la Maison Blanche.

Le président américain ne s'est pas directement prononcé sur cette possible sortie de l'impasse. «Ils ont dit que des progrès avaient été enregistrés (...) Il y aura peut-être des bonnes nouvelles mais qui sait?»

«Nous avons besoin d'un mur (...) et nous le construirons rapidement», a-t-il martelé.

Affaibli par la perte de la Chambre des représentants en novembre et son recul fin janvier dans le bras de fer qu'il a engagé avec les démocrates sur l'immigration, Donald Trump exige toujours le déblocage de quelque 5 milliards de dollars pour la construction de l'édifice controversé.

Un oeil sur la présidentielle de 2020, où il entend briguer un second mandat, le président septuagénaire a ébréché Beto O'Rourke, étoile montante du parti démocrate et enfant du pays, qui participait à un rassemblement non loin de là.

- Trump ironise sur O'Rourke -
Le quadragénaire, qui a promis de se prononcer sur ses éventuelles ambitions présidentielles d'ici la fin du mois de février, avait appelé au rassemblement pour



répondre «aux mensonges et à la haine par la vérité et une vision ambitieuse et positive pour l'avenir».

Donald Trump a longtemps ironisé sur ce «jeune homme qui a perdu une élection (sénatoriale) face à Ted Cruz».

«Il n'a pas grand chose pour lui à part son prénom», a-t-il raillé, affirmant qu'il n'avait pas réussi à réunir plus de «200, 300 personnes». «Cela pourrait être la fin de son aventure présidentielle...».

La manifestation, organisée par plusieurs ONG, visait à dénoncer «l'obsession de Trump sur le mur frontalier et le prisme déformant avec lequel il décrit la vie à El Paso».

La semaine dernière, lors de son discours annuel devant le Congrès, le locataire de la Maison

Blanche a en effet cité la ville en exemple. Mais ses arguments n'ont pas, loin s'en faut, plu à tous ses habitants.

«Elle avait un taux extrêmement élevé de crimes violents et était considérée comme l'une des villes les plus dangereuses du pays», a-t-il affirmé. «Depuis qu'une puissante barrière a été mise en place, El Paso est devenue une des villes les plus sûres du pays». Sauf que cette description de cette ville texane située à plus de 3.000 kilomètres de Washington ne résiste pas à l'analyse des chiffres.

La construction d'une barrière a bien eu lieu sur place en 2008/2009. Or, sur les 30 dernières années, le pic de la criminalité se situe au milieu des années 90, avec une baisse d'environ un tiers des crimes violents entre 1993 et 2006.

Trump attaque les «Fact checkers»

«El Paso est l'une des communautés les plus sûres des Etats-Unis, et ce depuis bien avant que le mur soit construit», a souligné l'élue démocrate Veronica Escobar, qui estime que le président américain doit des excuses aux habitants. «Cette désinformation fait des dégâts», a-t-elle ajouté.

Après 35 jours de blocage, un record dans l'histoire des Etats-Unis, Donald Trump avait finalement cédé fin janvier, signant une loi budgétaire permettant de payer les salaires de quelque 800.000 fonctionnaires fédéraux. Mais le répit n'a été que temporaire, et la nouvelle échéance, fixée au 15 février, est déjà là. Depuis plusieurs semaines, la Maison Blanche brandit la menace d'un recours à une procédure d'urgence exceptionnelle

pour débloquer les fonds nécessaires sans passer par le Congrès. Une loi de 1976, le «National Emergencies Act», autorise en effet le président des Etats-Unis à invoquer une «urgence» nationale pour activer des pouvoirs extraordinaires.

Conscient qu'une telle initiative, qui ne fait pas l'unanimité dans son camp, ne manquerait pas de déclencher une féroce bataille politico-judiciaire, Donald Trump s'est jusqu'ici gardé de franchir le pas. Tout au long de son discours à El Paso, Donald Trump a une nouvelle fois multiplié les attaques contre les journalistes. «Les soi-disant fact checkers font partie des gens les plus malhonnêtes au sein des médias», a-t-il lancé devant une foule de casquettes «Make America Great Again».

AFP

Coup de frein pour la croissance britannique avant le Brexit

■ La croissance britannique a drastiquement ralenti à 1,4% en 2018, au plus bas depuis six ans, pâissant des incertitudes liées au Brexit qui assombrissent les perspectives pour 2019. A moins de deux mois d'une sortie de l'Union européenne à hauts risques, les chiffres de l'Office des statistiques nationales publiés lundi ont fait l'effet d'une douche froide.

Alors que le PIB du pays avait crû de 1,8% en 2017, il a nettement marqué le pas l'an passé, en particulier au quatrième trimestre où il n'a augmenté que de 0,2%. Le trou d'air a été particulièrement prononcé en décembre, et ce dans tous les secteurs (construction, production industrielle et services).

Au final, la croissance annuelle a été la plus faible depuis 2012 et le pays n'aborde pas dans les meilleures conditions économiques son départ de l'UE, prévu le 29 mars.

Or, le coup de frein de l'activité devrait se poursuivre au moins tout l'hiver. En janvier, l'accord sur les modalités du Brexit conclu par la Première ministre britannique Theresa May avec les dirigeants des 27 autres pays de l'UE

a été massivement rejeté par les députés, ce qui a épaissi encore davantage le brouillard entourant le Brexit.

Les discussions sont depuis dans l'impasse notamment autour du «filet de sécurité» irlandais. Le ministre en charge du Brexit, Stephen Barclay, a rencontré lundi soir à Bruxelles le négociateur en chef de l'UE, Michel Barnier, lors d'un dîner de travail, pour évoquer le sujet et tenter de trouver une issue.

«Il est clair de notre côté que nous n'allons pas rouvrir l'accord de retrait, mais nous allons poursuivre nos discussions dans les jours à venir», a affirmé le Français à l'issue de cette rencontre, évoquant des échanges «constructifs». «L'incertitude du Brexit devrait peser encore davantage au premier trimestre, il y a peu de chance de rebond pour la croissance en ce début d'année», a prévenu Paul Dales, analyste chez Capital Economics, en évoquant les perspectives des mois à venir.

Fébrilité

Jeudi, la vénérable Banque d'Angleterre

(BoE) a frappé les esprits en abaissant drastiquement sa prévision de croissance pour 2019, à 1,2%, ce qui constituerait le résultat le plus faible depuis la fin de la crise financière internationale d'il y a dix ans.

Le gouverneur de l'institut d'émission, Mark Carney, dont le mandat a été prolongé jusqu'en 2020 pour assurer une stabilité en cette période incertaine, a pointé du doigt «le brouillard du Brexit». Mais la BoE a aussi expliqué une partie de ce ralentissement par la moins bonne conjoncture mondiale, de la Chine aux Etats-Unis en passant par la zone euro.

La croissance réduite prévue pour cette année au Royaume-Uni pourrait même être encore plus faible si le pays devait sortir sans accord de l'UE. Jeudi, M. Carney a prévenu que l'économie britannique n'était «pas encore prête» à un tel scénario, le pire pour les milieux d'affaires.

Dans le détail, les entreprises se sont montrées encore prudentes avant d'investir (-1,4% au quatrième trimestre), face à l'aggravation du blocage politique. Il s'agit du quatrième tri-

mestre consécutif de baisse de cet indicateur crucial pour mesurer l'optimisme du secteur privé, une première depuis la crise financière internationale.

Signe de cette fébrilité, le constructeur japonais Nissan a renoncé début février à assembler l'un de ses nouveaux modèles dans son usine du nord-est de l'Angleterre, un revirement qui a fait l'effet d'un coup de tonnerre dans le pays.

Mais la consommation des ménages, qui avait tenu le choc jusque-là, ne s'est pas montrée plus dynamique (seulement +0,4%), tandis qu'un marché immobilier au ralenti a aussi pesé sur la propension à dépenser.

«L'activité britannique a clairement rétrogradé à la fin 2018 à mesure que les incertitudes économiques et politiques du Brexit ont poussé les entreprises à la prudence. Des signes indiquent aussi que les consommateurs ont été plus attentistes malgré une hausse de leur pouvoir d'achat», a expliqué Howard Archer, économiste au EY Item Club.

AFP

Les champs de coca de Colombie où triment des migrants du Venezuela



En arrachant les premières feuilles, ils sentent leurs mains enfler, se couvrir d'ampoules. Les Vénézuéliens maudissent leur sort. Ils n'auraient jamais imaginé qu'en fuyant leur pays en crise, ils échoueraient dans les plantations de coca de Colombie.

Des milliers de migrants de l'ancienne puissance pétrolière en sont réduits à survivre comme «raspachines» («gratteurs» de coca), de l'autre côté de la frontière, sous le joug des strictes règles régissant les territoires des narco-plantations.

Ouvriers, chauffeurs de taxi, pêcheurs, vendeurs sont devenus cueilleurs de la matière première de la cocaïne, activité illégale dont jusqu'à ils avaient à peine entendu parler, et qui les mine physiquement, moralement.

Le pire c'est les mains, selon Eduar. Il y a deux ans, ce jeune de 23 ans, père de deux bébés, a migré de Guarico, au Venezuela. Il y travaillait comme moto-taxi jusqu'au jour où l'hyperinflation a consumé les derniers billets qu'il «gardait dans un pot».

Il a franchi la frontière jusqu'au Catatumbo, dans le département Norte de Santander. D'abord, il a gagné sa vie comme maçon. Le travail était dur mais pas aussi épuisant et douloureux que les journées de dix heures dans les champs, sous un soleil de plomb ou des orages de grêle comme il n'en n'avait jamais vus.

Mais le «problème, c'est les mains», répète-t-il, en retirant les bandes de tissu rouge qui lui servent de gants: ses paumes et ses doigts sont martyrisés. «Quand on saisit l'arbuste, (les ampoules) saignent. Ça fait peur et on veut pas y retourner», explique-t-il à l'AFP.

Entre culpabilité et douleur

Eduar recommence à gratter les tiges pour en ôter les feuilles. Il n'a aux pieds que des chaussettes élimées. Il sue à grosses gouttes, sous un chapeau de fibre d'agave qui lui donne une allure d'épouvantail.

Comme «raspachin», il gagne l'équivalent de 144 dollars par semaine, le triple de son salaire de maçon.

Durant des décennies, des Colombiens venaient de tout le pays pour faire ce travail qu'acceptent aujourd'hui les migrants.

Des groupes armés se disputent le contrôle du Catatumbo qui, selon des chiffres de 2017, concentre 16,5% des plantations de coca de la Colombie, premier producteur mondial de cocaïne. Dans cette région riche en pétrole et en charbon, le conflit, qui déchire le pays depuis plus d'un demi-siècle, a fait couler des fleuves de sang.

Eduar et les autres Vénézuéliens l'ignoraient.

Naikelly Delgado, 36 ans, ancienne ouvrière dans l'industrie pétrochimique, a également fui le Venezuela et ses pénuries de produits de première nécessité.

Arrivée en 2016 au village de Pacelli, elle allait faire la cuisine dans une ferme. Mais elle a appris qu'elle gagnerait beaucoup plus en ramassant la coca. A la fin de la première journée, elle n'avait même plus assez de forces pour laver son linge.

Les mains «se couvrent de mycoses; la peau se décolore», dit-elle, se souvenant s'être sentie coupable de «contribuer à faire le mal» et en demander pardon à Dieu.

Ressentiment envers Maduro

Au Venezuela, Endy Fernandez vendait des produits laitiers, puis a travaillé comme maçon avant de franchir la frontière en 2017. Il a marché 16 heures jusqu'à Pacelli, attiré par les rumeurs.

«J'ignorais à quoi ressemblait un arbuste» de coca, déclare cet homme de 36 ans. Il a reçu un sac à s'attacher à la taille et des chiffons pour se protéger les doigts. Et le supplice a commencé.

Avec les maux physiques et le chagrin d'être séparés de leurs familles, le ressentiment des «raspachines» vénézuéliens envers le gouvernement de leur pays s'accroît.

Bien que ces «cocalers» (ramasseurs de coca) admettent avoir soutenu le chavisme par le passé, ils ne pensent maintenant qu'à ce que le président Nicolas Maduro «parte de n'importe quelle manière».

«Cela me remplit de haine car on n'aurait pas eu à quitter le pays, la famille, s'ils ne l'avaient pas mené à la faillite (...) On est désespérés. Qu'il se passe quelque chose, que le pays se récupère ou qu'il y ait un coup d'Etat», lâche Endy Fernandez. Il reste parfois trois mois sans nouvelles des siens quand les fortes pluies coupent les communications.

L'expulsion ou la mort

Village de 3.200 habitants, Pacelli a reçu près d'un millier de migrants vénézuéliens depuis 2016, selon le leader communautaire Gerson Villamizar.

La majorité a travaillé dans les narco-plantations, prenant au fil du temps la place des ouvriers colombiens. «En général, les Vénézuéliens travaillent et envoient l'argent (...) Donc l'argent ne circule pas et cela a un impact négatif, surtout pour les commerçants», déplore-t-il.

Les migrants sont assujettis à des règles, qui interdisent la prostitution, la consommation de drogues et le port d'arme. Ils doivent s'enregistrer et présenter une lettre de recommandation de Colombiens pour travailler, y compris au ramassage de la coca.

Une centaine d'entre eux ont été expulsés pour vol, tentative de meurtre ou usage de stupéfiants. Selon M. Villamizar, les faire partir était la seule solution pour éviter que les groupes armés les tuent. Les Vénézuéliens se résignent, faute d'avoir le choix. «On est content d'avoir trouvé ça, les narco-plantations. Sinon que ferait-on?», lâche Endy Fernandez.

AFP

La Corée du Nord continue à développer son arsenal nucléaire, selon un rapport

■ La Corée du Nord continue de produire du combustible nucléaire à usage militaire tout en menant avec les Etats-Unis des discussions sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne, écrit un institut universitaire américain dans un rapport publié mardi. Selon le Center for International Security and Cooperation de l'Université de Stanford, Pyongyang pourrait en avoir produit assez au cours de l'année écoulée pour ajouter jusqu'à sept bombes atomiques à son arsenal. En revanche, le gel des essais nucléaires et de missiles depuis 2017 signifie que le programme de développement nucléaire de la Corée du Nord représente moins une menace qu'à la fin 2017, relève le rapport.

Siegfried Hecker, ancien directeur au laboratoire atomique de Los Alamos, au Nouveau-Mexique, et l'un des auteurs du rapport, a précisé à Reuters que la poursuite de la production de combustible nucléaire par la Corée du Nord en 2018 était attestée par l'analyse des images satellite. Selon lui, le retraitement de combustible usé provenant des activités d'un réacteur de 5 mégawatts de la centrale nucléaire de Yongbyon entre 2016 et 2018 a permis de produire 5 à 8 kilos de plutonium de qualité militaire. A cela s'ajoute la production de peut-être 150 kilos d'uranium hautement enrichi.

Ce combustible aurait permis à la Corée du Nord d'accroître son arsenal nucléaire de cinq à sept bombes A, avance encore le rapport Stanford. L'équipe de Siegfried Hecker estimait à une trentaine le nombre de bombes atomiques nord-coréennes en 2017. Selon une estimation haute de l'Agence des renseignements militaires (Defense Intelligence Agency, DIA), la Corée du Nord en compte une cinquantaine. Les analystes évoquent en général vingt à soixante bombes.

«MOINS DANGEREUSE QU'À LA FIN 2017»

Le rapport de l'université de Stanford souligne cependant que la suspension des tests de missiles, décidée par Pyongyang pour ouvrir la voie aux sommets intercoréens et au sommet entre Kim Jong-un et Donald Trump en juin dernier à Singapour, avait retardé tout le travail de miniaturisation des bombes. «Si l'on regarde donc l'ensemble du spectre, pour moi la Corée du Nord (...) est moins dangereuse aujourd'hui qu'elle ne l'était à la fin 2017», écrit Siegfried Hecker.

Les experts de l'Université de Stanford jugent ainsi que «la Corée du Nord ne peut pas tirer un engin nucléaire avec un certain degré de confiance vers le continent états-unien». En revanche, son arsenal nucléaire constitue une réelle menace pour le Japon et la Corée du Sud. Kim Jong-un s'est engagé lors du sommet de Singapour à oeuvrer en faveur de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Peu de progrès ont été accomplis depuis cette promesse mais en septembre dernier, le dirigeant nord-coréen s'est dit prêt à prendre de nouvelles mesures, comme le démantèlement permanent du site nucléaire de Yongbyon, en échange de «mesures correspondantes» de la part des Etats-Unis.

Le représentant spécial des Etats-Unis pour la Corée du Nord, Stephen Biegun, a passé trois jours à Pyongyang la semaine dernière pour préparer un deuxième sommet Kim-Trump, qui aura lieu à Hanoï les 27 et 28 février.

Reuters

Révolution islamique en Iran

"40 années d'échec" selon la Maison Blanche

■ La Maison Blanche a stigmatisé lundi «40 années d'échec» en Iran où l'anniversaire de la victoire de la Révolution islamique a été célébré à travers le pays.

Jour férié, le 22 bahman du calendrier iranien commémore le renversement du régime impérial du chah Mohammad Reza Pahlavi, le 11 février 1979, dix jours après le retour d'exil triomphal de l'ayatollah Rouhollah Khomeiny, père fondateur de la République islamique.

«Ce furent 40 années d'échec», a tweeté John Bolton, conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump en évoquant l'ennemi numéro un de Washington au Moyen-Orient.

«Il appartient au régime iranien de changer de comportement, et, in fine, aux Iraniens de déterminer la voie que doit prendre leur pays», a-t-il ajouté. «Les Etats-Unis soutiendront la volonté du peuple iranien et seront derrière eux pour s'assurer

que leurs voix soient entendues».

L'Iran est régulièrement accusé par les Etats-Unis de déstabiliser le Moyen-Orient à cause notamment de son soutien militaire et financier au pouvoir en Syrie ainsi qu'au Hezbollah libanais. La question des missiles iraniens empoisonne aussi les relations entre Téhéran et les Occidentaux.

L'administration Trump a claqué la porte de l'accord international de 2015 visant à empêcher Téhéran de se doter de la bombe atomique et elle a rétabli des sanctions draconiennes pour étrangler l'économie iranienne.

De nombreux observateurs voient dans cette stratégie la tentation de pousser à un changement de régime, mais Washington assure vouloir seulement «changer l'attitude du régime».

Les Etats-Unis n'ont plus de relations diplomatiques avec l'Iran depuis 1980.

AFP

Selon plusieurs études

Les insectes, un déclin mondial sans précédent

Près de la moitié des espèces d'insectes, essentiels aux écosystèmes comme aux économies, sont en déclin rapide dans le monde entier, alerte une étude qui met en garde contre un "effondrement catastrophique" des milieux naturels.

« La conclusion est claire: à moins que nous ne changions nos façons de produire nos aliments, les insectes auront pris le chemin de l'extinction en quelques décennies », soulignent les auteurs de ce bilan « effrayant », synthèse de 73 études, qui pointe en particulier le rôle de l'agriculture intensive.

Aujourd'hui, environ un tiers des espèces sont menacées d'extinction « et chaque année environ 1% supplémentaire s'ajoute à la liste », ont calculé Francisco Sanchez-Bayo et Kris Wyckhuys, des universités de Sydney et du Queensland.

Ce qui équivaut, notent-ils, « au plus massif épisode d'extinction » depuis la disparition des dinosaures.

« La proportion d'espèces d'insectes en déclin (41%) est deux fois plus élevée que celle des vertébrés et le rythme d'extinction des espèces locales (10%) huit fois plus », soulignent-ils.

Quand on parle de perte de biodiversité, le sort des grands animaux capte souvent l'attention. Or les insectes sont « d'une importance vitale pour les écosystèmes planétaires »: « un tel événement ne peut

pas être ignoré et devrait pousser à agir pour éviter un effondrement des écosystèmes naturels qui serait catastrophique », insistent les scientifiques, dans ces conclusions à paraître dans la revue *Biological Conservation*.

Exemple de service vital rendu par les insectes, et sans doute le plus connu, la pollinisation des cultures.

A l'inverse, exemple d'impact de leur disparition sur toute la chaîne alimentaire: le déclin « vertigineux » des oiseaux des campagnes révéler en France en 2018.

« Il n'y a quasiment plus d'insectes, c'est ça le problème numéro un », expliquait alors un des auteurs de l'étude française, Vincent Bretagnolle: car même les volatiles granivores ont besoin d'insectes à un moment dans l'année, pour leurs poussins...

papillons, coccinelles, fourmis

Selon une étude parue fin 2017 et basée sur des captures réalisées en Allemagne, l'Europe aurait perdu près de 80% de ses insectes en moins de 30 ans, contribuant à faire disparaître plus de 400 millions d'oiseaux.

Oiseaux, mais aussi hérissons,



lézards, amphibiens, poissons... tous dépendent de cette nourriture.

A l'origine de cette chute des insectes, les chercheurs australiens désignent la perte de leur habitat (urbanisation, déforestation, conversion agricole) et le recours aux pesticides et engrais de synthèse, au cœur de l'intensification des pratiques agricoles ces soixante dernières années.

L'étude se base notamment sur les cas de l'Europe et des États-Unis, où l'on dispose des suivis les plus réguliers. « Mais vu que ces facteurs s'appliquent à tous les pays du monde, les insectes ne devraient pas s'en tirer différemment dans les pays tropicaux et en développement ».

A ces raisons s'ajoutent les agents pathogènes (virus, parasites), les espèces invasives et enfin le changement climatique mais surtout à ce stade dans les régions tropicales.

Le recul des insectes, qui forment les deux tiers des espèces terrestres, remonte au début du XXe siècle, mais s'est accéléré dans les années 1950-60 pour atteindre « des proportions alarmantes » ces 20 dernières.

Parmi les plus affectés, les lépidoptères (les papillons), les hyménoptères (abeilles, guêpes, fourmis, frelons... présents sur tous les continents sauf en Antarctique) et les coléoptères (scarabées, coccinelles).

Quelque 60% des espèces de bousiers sont ainsi sur le déclin dans le bassin méditerranéen. Et une espèce d'abeilles sur six a disparu au niveau régional, dans le monde.

Les insectes aquatiques ne sont pas épargnés, qu'il s'agisse des libellules ou des éphémères. « Restaurer les habitats, repenser les pratiques agricoles, avec en particulier un frein sérieux à l'usage de pesticides et leur substitution par des pratiques plus durables, s'imposent urgemment », soulignent les auteurs du rapport, qui appellent aussi à assainir les eaux polluées, en ville comme en milieu rural.

AFP

Turquie

Vaste rafle anti-güleniste, un millier d'arrestations

Les autorités turques ont ordonné l'arrestation de 1.112 personnes soupçonnées de liens avec le réseau du prédicateur Fethullah Gülen, accusé d'avoir orchestré la tentative de coup d'Etat de juillet 2016, rapporte mardi la chaîne CNN Turk.

L'opération est l'une des plus vastes jamais entreprises contre les gülenistes depuis le putsch manqué, qui a coûté la vie à quelque 250 personnes. Gülen, un ancien allié du président turc Recep Tayyip Erdogan, vit aux États-Unis depuis vingt ans. Il dément toute implication dans la tentative de coup d'Etat. Selon CNN Turk, l'opération concerne avant tout Ankara mais s'étend sur 76 des 81 provinces du pays.

Depuis juillet 2016, plus de 77.000 personnes sont emprisonnées dans l'attente d'un procès et des arrestations massives sont régulièrement effectuées par la police. Les autorités ont également suspendu ou limogé 150.000 fonctionnaires et militaires.

Les opposants d'Erdogan accusent le chef de l'Etat d'utiliser le putsch manqué comme prétexte pour réprimer toute voix dissidente. Le gouvernement dit protéger la sécurité nationale.

Reuters

Inde

17 morts dans l'incendie d'un hôtel à New Delhi

Au moins 17 personnes sont mortes mardi avant l'aube dans un incendie qui s'est déclaré dans un hôtel du centre de New Delhi, ont annoncé à l'AFP les pompiers de la capitale indienne. Le feu s'est déclaré à l'hôtel Hotel Arpit Palace, situé dans un quartier dense et central de la mégapole, et a ravagé tout le dernier étage. « Nous avons confirmé avec les autorités hospitalières, le bilan est maintenant de 17 (morts) dont un enfant », a déclaré à l'AFP Sunil Choudhary, un responsable des pompiers.

L'incendie a été maîtrisé après plusieurs heures et 35 personnes ont été secourues par les pompiers. Selon la presse locale, une femme et un enfant sont morts lorsqu'ils ont essayé de se sauver en sautant par la fenêtre. « Il y avait des panneaux en bois dans les couloirs, à cause de quoi les gens n'ont pas pu utiliser les couloirs pour évacuer », a indiqué un autre responsable des pompiers à la presse. Les incendies accidentels sont fréquents en Inde en raison d'une réglementation laxiste et du non-respect fréquent des normes de sécurité. En décembre, huit personnes ont péri et plus d'une centaine ont été blessées dans un incendie qui s'était déclaré dans un hôpital public de Bombay (ouest).

AFP

Portugal

2.600 opérations chirurgicales reportées suite à une grève des infirmiers

Plus de 2.600 opérations chirurgicales ont été reportées au cours de la première semaine de grève des infirmiers portugais, qui réclament des hausses de salaire, a annoncé lundi soir le gouvernement socialiste.

Du 31 janvier au 8 février, 2.657 opérations n'ont pas été réalisées, soit une moyenne de 56% des interventions prévues dans les dix hôpitaux publics concernés par cette grève dite « chirurgicale », a indiqué le ministère de la Santé dans un communiqué, sans préciser le taux de participation du mouvement.

Afin de garantir le respect de l'obligation de service minimum, le gouvernement socialiste avait décrété jeudi la réquisition de grévistes. « En démocratie, le service minimum est le contrepoint du

droit à la grève », a souligné lundi le ministre de la Santé, Marta Temido.

Les deux syndicats minoritaires qui soutiennent ce mouvement social, censé durer jusqu'à la fin du mois, démentent que le service minimum n'ait pas été assuré et ont saisi les tribunaux pour s'opposer à la réquisition gouvernementale.

Les infirmiers réclament des hausses de salaires, une meilleure rémunération des heures supplémentaires et le dégel des promotions bloquées par la cure d'austérité imposée pendant la crise financière.

La paralysie des blocs opératoires par une minorité d'infirmiers sur les 42.000 que compte le service national de santé a été taxée de « sauvagerie » et « illégale » par le

Premier ministre socialiste Antonio Costa.

Une première grève de ce type avait provoqué l'annulation ou le report de près de 8.000 opérations au cours des cinq dernières semaines de l'année 2018.

Pour alimenter une caisse de soutien aux grévistes, les infirmiers ont levé sur une plateforme de financement participatif un total de plus de 780.000 euros pour les deux périodes de grève. L'ensemble des 665.000 fonctionnaires portugais sont appelés à faire grève vendredi à l'appel de leur principale plateforme syndicale, qui réclame également des hausses de salaire mais a pris ses distances vis-à-vis du mouvement des infirmiers en raison de son impact pour les patients.

K. L.

Musique andalouse

L'association Cheikh Mohamed Bouali mise sur la formation

L'association culturelle et artistique Cheikh Mohamed Bouali de Tlemcen, qui s'apprête à célébrer les 15 et 16 février courant, le quatrième anniversaire de sa création, mise énormément sur la formation pour assurer la relève de son orchestre séniors, et, partant, assurer une meilleure sauvegarde de ce patrimoine musical, a indiqué son président, Amine Bentchouk.



Depuis sa création en 2015, cette association s'est distinguée par sa première participation au Festival national de la musique hawzi en remportant le premier Prix de la 9^e édition de cette manifestation. Depuis, l'orchestre séniors composé de membres issus de diverses associations musicales andalouses de Tlemcen qui en compte actuellement neuf, a été complètement renouvelé grâce, notamment à la formation de base qu'offre l'association, a précisé le même responsable.

La formation, qui constitue le cheval de bataille de l'association, compte actuellement deux niveaux, a souligné son président. Un premier niveau réservé aux enfants de 7 à 8 ans et un autre supérieur (classe moyenne) qui permettra aux jeunes musiciens d'intégrer l'orchestre séniors, a expliqué Amine Bentchouk, qui a mis l'accent sur l'importance, pour la ville de Tlemcen, d'avoir un conservatoire de musique qui assurera une formation scientifique devant faciliter la perpétuation de la tradition musicale.

Le patrimoine musical du hawzi et de l'an-

dalou, très ancré dans la ville de Tlemcen, mérite bien des musiciens ayant subi des formations scientifiques leur permettant de lire facilement les partitions musicales écrites, a-t-il estimé.

L'apprentissage par l'oralité fait perdre beaucoup de temps dans la formation et pourrait être derrière les différences existantes dans l'exécution des noubas et touchas par les orchestres de la même ville, a, pour sa part, expliqué le professeur de musique, Hami Benosmane.

«On ne doit pas compter sur l'apprentis-

sage par l'oralité. Tlemcen a besoin d'un conservatoire à même de dispenser scientifiquement les cours de musique en vue d'unifier le jeu musical chez toutes les associations et d'élever ce patrimoine musical andalou au rang universel à l'instar des autres musiques», a-t-il souligné.

L'association Cheikh Mohamed Bouali, qui s'apprête, en cette fin de semaine, à célébrer son quatrième anniversaire, compte dans son programme intégrer, aux côtés des associations invitées, en l'occurrence El Bachtarzia de Koléa et Ahbeb Cheikh Sadek El Bedjaoui, sa classe d'initiation afin de mettre en valeur et de montrer le travail en profondeur accompli par son encadrement.

Cette association jeune, qui veut s'ouvrir sur les divers arts, compte également lancer des ateliers de théâtre et du conte. Le comédien et metteur en scène, Zebelah Boumédiène, va assurer la formation, en l'absence également à Tlemcen d'un théâtre devant assumer ces missions, a-t-on indiqué.

L'encadrement de l'association Cheikh Mohamed Bouali se dit prêt à tout travail de collaboration avec les différentes associations et hommes d'art et de culture de la wilaya et du pays pour sauvegarder l'héritage patrimonial musical et contribuer à la relance de l'action culturelle et artistique dans la cité des Zianides, a-t-on souligné.

Farid D.

Souk Ahras

Taoura se souvient du chahid Boumaâraf Sebti

Des moudjahidine et des citoyens de la commune de Taoura, wilaya de Souk Ahras, ont célébré lundi, dans le recueillement, le 61^{ème} anniversaire de la mort du héros chahid Boumaâraf Sebti.

Les autorités civiles et militaires de wilaya ont également assisté à la commémoration durant laquelle ont été évoqué le parcours et le combat du chahid tombé au champ d'honneur le 11 février 1958 lors de la bataille Oued Laâkess.

Au cimetière de Taoura et devant la stèle commémorative de cette bataille durant laquelle 140 chahidas étaient tombés, la délégation s'est recueillie à la mémoire des martyrs de la Révolution de libération.

Le secrétaire de wilaya de l'Organisation nationale des moudjahidine, Omar Oudhaynia, a évoqué les qualités du chahid Boumaâraf dont les embuscades et assauts contre l'ennemi avaient tracassé l'armée française.

Selon Oudhaynia, au lendemain des événements de Sakiet Sidi Youcef, la 8^{ème} brigade, dirigée par Boumaâraf avait rejoint la 7^{ème} brigade commandée par Hamma Ghelisse pour engager, le 11 février 1958 au matin, des accrochages armés contre les forces de l'occupant venues en grands renforts.

Au cours des affrontements qui avaient duré toute la journée avant de reprendre le lendemain, Boumaâraf Sebti, son adjoint Chérif Melah et Adjaïlia Djelab tombèrent au champ d'honneur.

H. Y.

Séminaire El-Moggar El-Thaqafi

Appel à mettre le legs matériel et immatériel à la disposition des chercheurs

Les participants à la première édition du séminaire El-Moggar El-Thaqafi, tenu lundi à Tindouf, ont plaidé à mettre le patrimoine culturel, matériel et immatériel national, à la disposition des chercheurs à la faveur d'une prochaine relance de la manifestation culturelle et économique internationale El-Moggar susceptible de contribuer à l'ouverture de nouvelles perspectives pour la culture nationale.

Les intervenants, académiciens et hommes de lettres, ont mis l'accent sur le nécessaire rapprochement du legs matériel et immatériel national de l'élite culturelle et chercheurs en les invitant à de pareilles manifestations appelées à promouvoir la culture nationale et l'ouverture sur la culture universelle.

Placée sous le signe «Ecrire pour être», cette rencontre qu'a abritée la Maison de la culture de Tindouf a été riche en communications et interventions afférentes au thème, dont l'intervention du secrétaire général de l'association nationale Beyt Chiïr (Maison de

poèmes) qui a, à cette occasion, indiqué que la relance de la manifestation culturelle et économique internationale El-Moggar, apanage de Tindouf jusqu'aux années 1970 devra constituer un rendez-vous culturel mondial, dont l'Algérie fait partie.

Le Dr Achour Fenni a, à ce titre, invité les personnalités et hommes de lettres intéressés par le patrimoine culturel d'apporter leur soutien à Tindouf pour accueillir l'élite culturelle nationale afin de se rapprocher et s'enquérir du legs culturel matériel et immatériel que recèle la région, partie intégrante de l'identité nationale.

Le poète Slimane Djouadi a, de son côté, estimé que «le véritable investissement de ces rencontres culturels consiste en leur dynamisation d'une manière à servir et booster le tourisme culturel» qui, a-t-il ajouté, «ne s'est pas limité à la visite des sites et monuments archéologiques, mais incarne également d'autres dimensions».

Il s'agit, selon le conférencier, des manifestations, séminaires culturels et littéraires

susceptibles de contribuer à la diversification du produit touristique et atteindre, par conséquent, une industrie touristique culturelle durable à même d'assurer l'équilibre entre les notions de la préservation du patrimoine et de l'investissement optimal.

Le wali de Tindouf, Amoumène Marmouri, a souligné, pour sa part, que le «Moggar El-Thaqafi constitue une valeur ajoutée au riche patrimoine culturel national que recèle l'Algérie et une importante halte pour drainer et accueillir l'élite culturelle nationale».

Initié par la bibliothèque publique Abou El-Kacem Saâdallah de Tindouf, ce séminaire a été marqué par l'animation des communications ayant trait à la poésie hassanie, le patrimoine culturel en Algérie, ainsi qu'une cérémonie de vente-dédicace, et de récital poétiques.

Cette rencontre a été couronnée par la création du bureau de Tindouf de l'association nationale Beyt Chiïr».

T. H.



JULIE GAYET TOUCHÉE PAR LE MESSAGE ROMANTIQUE DE FRANÇOIS HOLLANDE



Lundi 11 février, dans *Entrée libre*, Julie Gayet a eu la surprise de voir apparaître dans un sujet lui étant consacré François Hollande, son compagnon à la ville. Une intervention qui a chamboulé la comédienne, très touchée par les mots de l'homme de sa vie.

Entre Julie Gayet et François Hollande, l'histoire d'amour dure depuis de longues années. Si elle a commencé dans la tempête, la romance entre l'ancien président de la République et la comédienne est aujourd'hui plus solide que jamais. Pourtant, rares sont les moments où les deux amants apparaissent ensemble en public. Presque cinq ans, jour pour jour, après le scandale, le couple a choisi de préserver son jardin secret, pour se protéger au maximum des critiques. Si bon nombre de journalistes et autres animateurs interrogent régulièrement Julie Gayet sur François Hollande, la comédienne a toujours affirmé ne pas souhaiter être assimilée à celui avec qui elle partage sa vie : «Je protégeais ma vie privée avant lui et j'ai toujours pensé que la vie privée, c'était derrière la porte, en ce qui concerne mon métier. On partage les mêmes valeurs, on partage beaucoup de choses. Moi je suis comédienne productrice, lui, comme ex-président transmet son expérience aujourd'hui, fait sa vie... Mais, lui c'est lui et moi, c'est moi», avait-elle confié à Laurent Delahousse.

Venue sur le plateau d'*Entrée libre* ce 11 février pour promouvoir la pièce *Rabbit Hole*, dans laquelle elle joue au théâtre des Bouffes parisiens, Julie Gayet n'a pu cacher son émotion après la diffusion d'une vidéo de François Hollande, qui déclarait à propos de sa chère et tendre : «Je ne sais pas ce qu'il y a dans sa tête, mais ce que je sais c'est qu'elle est une réalisatrice, productrice mais aussi une comédienne. Moi je la vois jouer, je la vois produire et je la vois s'intéresser à tous les spectacles et à tous les arts et je pense que c'est bien que ce soit elle qui parle en son nom et moi je la regarde faire et jouer et être», a notamment expliqué l'ancien chef d'Etat, avant d'évoquer la chanson *Super nana* de Michel Jonasz, sous les yeux émus de la comédienne, visiblement touchée. Une jolie histoire d'amour qui n'est pas près de connaître un point final.

NUTRITION

Les 8 meilleurs aliments anti-âge

Est-ce que votre alimentation pouvait vous aider à rester plus jeune, plus longtemps ? Plurielles.fr a mené l'enquête pour vous. Voici les 8 aliments les plus efficaces contre les effets du temps.

LE SAUMON

Le saumon est une grande source de protéines et d'acides gras essentiels. Ces nutriments sont importants pour le renouvellement des cellules de la peau. Mangez-en deux fois par semaine pour avoir des résultats sur le long terme. Si vous

n'aimez pas le saumon, remplacez-le par un autre poisson gras (hareng, carpes, anchois, sardines, thon frais...). Vous obtiendrez globalement les mêmes résultats car ils contiennent aussi beaucoup d'oméga 3.

LES HARICOTS SECS

Les haricots rouges ou noirs sont très bons pour l'élasticité de la peau. Le Dr Sarah Brewer, auteur du livre "Plus jeune, plus longtemps" nous a expliqué pourquoi : "Les haricots secs contiennent des isoflavones qui ont une action anti-âge sur la peau

car ils augmentent la production de collagène, ce qui évite à la peau de devenir trop fine avec le temps. Ils protègent également contre le vieillissement cutané pendant l'exposition aux rayons ultraviolets."

LE FOIE

C'est une source de fer et de vitamine A très importante. En manger régulièrement permet au corps de produire plus de kératine, essentielle pour protéger la peau.

L'HUILE D'OLIVE

L'huile d'olive, célèbre pour ses



Zen attitude : le bien-être en 4 astuces

La zen attitude commence par un environnement agréable. Au bureau ou à la maison, avec quelques gestes faciles, faites de votre espace vital un lieu rassurant, plein de bonnes ondes et de solutions anti-stress. Nos idées bien-être!

LA FLAMME D'UNE BOUGIE

La flamme est une vision apaisante, symbole de chaleur, de sérénité et de concentration. Ce n'est pas un hasard si on la retrouve dans tous les lieux de cultes, des temples bouddhistes aux églises ! D'autant que les bougies d'aujourd'hui sont de plus en plus jolies ! En plus d'un beau pot à vos couleurs et dans vos goûts (il en existe de la plus sobre à la plus baroque), choisissez un parfum qui vous apaise, qui deviendra symbole d'une sensation de plénitude. Si les consignes de sécurité ne vous permettent pas de l'allumer, n'abandonnez pas : la cire parfumée exhale généralement ses effluves, même éteinte.

DES PLANTES DÉPOLLUANTES

Les plantes vertes ont tout bon dans votre environnement ! Non seulement elles transforment le CO2 en oxygène, mais leur vue enverrait des signaux de sérénité au cerveau. Évitez les plantes qui demandent de l'entretien et découvrez les plantes dépolluantes, celles qui absorbent les polluants ambiants par les feuilles. Des micro-organismes présents dans les racines entrent alors en jeu et convertissent les polluants en produits organiques dont les plantes se nourrissent. Par la transpiration, elles émettent de la vapeur d'eau et régulent ainsi le taux d'humidité de chaque intérieur. A chacune son effet : un cactus contre les ondes des ordinateurs ou des smartphones, un ficus ou un chrysanthème contre l'ammoniac des produits de nettoyage, un Lierre ou le Gerbera contre le benzène des plastiques et les caoutchoucs, ou encore la Fougère de Boston pour le monoxyde de carbone.

LA DOUCEUR DES PARFUMS D'AMBIANCE

Un pschitt et vous voilà non seulement débarrassée de l'odeur de cigarette froide de votre collègue, mais plongée dans une évasion olfactive. Mais attention ! Pas question de choisir les parfums d'ambiance costauds dont le but est de faire diversion avec les mauvaises odeurs !

On va ici se diriger vers des senteurs émotionnelles qui apportent du réconfort. Mieux, joindre l'utile à l'agréable en vaporisant des mélanges d'huiles essentielles bénéfiques : anti stress, relaxation... le choix est vaste en aromathérapie ! Autre option : les diffuseurs.

On y dépose quelques gouttes d'huiles essentielles de son choix, ou un mélange et on laisse diffuser. L'avantage ? Ils agissent aussi comme humidificateurs : idéal avec la clim ou le chauffage ! Astucieux : le mini diffuseur façon clé USB qui se branche sur l'ordinateur !

qualités gustatives, est un des éléments fondamentaux du régime méditerranéen. Elle possède des propriétés anti-âge et a de nombreux effets positifs sur l'organisme. En Italie, pays où l'huile d'olive est reine, Daniela Nicolotti du centre Thalassa de Kalidria dans les Pouilles où de nombreux soins sont basés sur cette huile, nous a expliqué l'origine de ces vertus : «L'huile d'olive est très riche en anti-oxydants qui protègent la peau contre les dommages dus aux radicaux libres. Consommer de l'huile d'olive régulièrement permet donc de contrecarrer le processus de vieillissement des structures cellulaires et de rester jeune plus longtemps.»

LES NOIX

Noix de macadamia, noix de pécan, noisettes, noix de cajou... Mangez des noix, c'est bon pour vous. Riches en zinc, en vitamine E

et en sélénium, les noix sont excellentes pour lutter contre le vieillissement prématuré de la peau.

LA PASTÈQUE

Tout est bon dans la pastèque ! La chair contient les vitamines A et C qui sont fondamentales pour le renouvellement des cellules de la peau et les graines riches en sélénium luttent efficacement contre les ridules. Alors, dès cet été, passez vos pastèques à la centrifugeuse !

L'AVOCAT

Vive la pulpe de l'avocat ! C'est un activateur de collagène, idéal pour réparer l'épiderme et vous faire une peau toute lisse. En résumé, c'est un anti rides naturel.

LE KIVI

Le kiwi est le fruit qui contient le plus de vitamines C. En manger plusieurs fois par semaine permet de repulper votre peau de l'intérieur !



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

TP Mazembe

L'entraîneur salue la réintégration d'Al-Ismaïly

■ L'entraîneur du TP Mazembe Pamphile Mihayo Kazembe a salué ce lundi la décision prise dimanche par le jury d'appel de la Confédération africaine (CAF) de réintégrer le club égyptien d'Al-Ismaïly à la phase de poules (Gr.D) de la Ligue des champions. « Cette décision fait beaucoup de bien à mon équipe qui a pu récupérer ses trois points perdus. Cela nous fera un match de plus pour la qualification, mais on ne va rien lâcher », a affirmé le coach de TPM en conférence de presse tenue à Tunis. L'équipe congolaise affrontera mardi en déplacement les Tunisiens du Club Africain, dans le cadre de la 4e journée du groupe C, où figure également l'un des deux représentants algériens le CS Constantine. Disqualifiée suite aux incidents lors de la réception du Club Africain (défaite 2-1), Al-Ismaïly a été réintégré dans l'épreuve et doit ainsi livrer la double confrontation face au CSC coptant pour la 3e et 4e journée.

Sanctions de la LFP

L'OM sanctionné d'un match à huis clos

■ La commission de discipline a infligé un match à huis clos à l'Olympique Médéa pour « utilisation et jets de fumigènes et envahissement de terrain » en fin de partie contre le CR Belouizdad, disputée samedi dernier au stade Imam-Lyes à Médéa, comptant pour la 21e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, a annoncé ce lundi la Ligue de football professionnel (LFP). Outre cette sanction, l'OM devra s'acquitter d'une amende de 200.000 DA, selon la même source. D'autre part, l'entraîneur-adjoint de l'O. Médéa Kamel Harkabi est suspendu jusqu'à son audition le mercredi 13 février, a souligné la LFP dans un communiqué transmis à l'APS. De son côté, Le président de l'OM Mahfoud Boukelkal est invité lui aussi à la séance. Le joueur du CR Belouizdad Djamel Eddine Chettal, exclu pour « voie de faits » lors de la rencontre remportée à Médéa (1-0), a écopé de trois matchs de suspension dont un avec sursis et 30.000 DA d'amende, tandis que le sociétaire de l'OM Dembele Massire a écopé d'un match de suspension pour cumul de cartons.

Lutte/ Tournoi "Polyak Imre"

Huit Algériens présents du 9 au 25 à Budapest

■ Huit lutteurs de la sélection algérienne seniors (gréco-romaine) ont entamé un stage de préparation à Budapest en Hongrie (9-25 février), ponctué par le Tournoi international « Polyak Imre », a-t-on appris de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA). Organisé par la Fédération hongroise de lutte, le Tournoi international « Polyak Imre » verra la participation de l'Algérie qui est représentée par huit athlètes de la lutte gréco-romaine. La sélection algérienne est conduite par le staff technique national, composé des entraîneurs, le Roumain Rusu Cornell et Bendjedaa Maazouz. Pour cette édition, le Tournoi de Budapest s'annonce important pour les lutteurs algériens qui auront l'occasion de jauger leur capacités avant les grandes échéances africaines dont les prochains championnats d'Afrique, prévus du 26 au 31 mars à Hammamet (Tunisie).

Coupe de la CAF/Zamalek (Egypte)-NAHD ce soir à 20h

Les Sang et Or n'abdiqueront pas



Le Nasr d'Hussein-Dey fera tout ce qui est de son possible pour revenir avec le meilleur résultat possible de son déplacement en Egypte pour le compte de la 2e journée de la phase des poules de la Coupe de la CAF en croisant le fer avec le Zamalek du Caire. Les Sang et Or qui ont réussi l'entame de cette compétition en battant la formation angolaise du Pétro Atlético souhaitent consolider leur position de leader du groupe D en réussissant un résultat probant face à l'une des meilleures formations égyptiennes et du Continent Noir. Les algérois savent ce qui les attend face à cette équipe qui est leader du championnat égyptien et qui se rapproche de décrocher le titre de champion. Les poulains d'Ighil qui restent sur une défaite en championnat face à la JSS par la plus

petite des marges ne sont nullement impressionnés par cette formation du Zamalek et croient dur comme fer en la possibilité de l'emporter ou tout au moins de revenir avec le point du nul, surtout que le staff technique a bien étudié la manière de jouer de cette équipe en visionnant plusieurs vidéos que ce soit de ces matchs en championnat ou en compétition africaine. Le Nasria devra quand même être très prudente face à cette équipe qui sera transcendée par la présence de son public même si elle jouera à Alexandrie au stade Bordj El Arab au lieu de son antre traditionnel du stade international du Caire. Battus (4/2) face aux Kenyans de Ghor Mahya, les gars du Zamalek feront tout ce qui est de leur possible pour se reprendre et se relancer dans la course à la qualification aux quarts de finale de cette

épreuve continentale. Les poulains du Suisse Grass savent qu'ils n'ont pas droit à l'erreur dans cette confrontation et se doivent de l'emporter quoi qu'il en soit pour garder, intactes, leurs chances pour passer au tour prochain. Ces atouts principaux Mahmoud Mortada et Mansour sont rétablis après avoir été blessés lors des derniers matches, et cela reste une très nouvelle pour les inconditionnels des Rouge et Blanc qui seront là pour donner de la voix et aider leur formation à passer l'écueil du Nasria.

Imad M.

Coupe arabe des clubs

Les dates des demi-finales connues

■ L'Etoile Sportive du Sahel, premier club qualifié pour les demi-finales de la coupe arabe des clubs de football accueillera le vainqueur du duel qui opposera les Soudanais d'Al Merreikh aux Algériens du MC Alger, le 27 ou le 28 février au stade olympique de Sousse. Au match aller disputé au stade 5 juillet (Alger) le MC Alger avait été accroché par Al Merreikh (0-0). La manche retour

aura lieu le 16 février à Oumdurman. La demi-finale retour de l'ES Sahel aura lieu à Alger ou à Oumdurman le 29 mars prochain. L'ES Sahel s'est qualifiée pour le dernier carré aux dépens des Marocains du Raja de Casablanca (victoire 2-0, défaite 1-0). Le vainqueur final de cette compétition empochera la somme de 6 millions de dollars, tandis que le finaliste recevra 2,5 millions de dollars.

Ligue I Mobilis (22e journée)

L'USMA risque gros à Ain M'lila

■ Le leader de la Ligue I, l'USM Alger, sera en danger lors de cette 22e journée en se rendant à Ain M'lila où il croquera le fer avec l'ASAM local. Les M'lisili qui sont revenus avec le point du nul de leur déplacement à Constantine souhaitent confirmer en jouant à domicile et feront tout ce qui est de leur possible pour ajouter trois autres points à leur escarcelle qui leur permettra de sortir de la zone des reléguables même s'ils savent que cela ne sera pas facile. Les Rouge et Noir, eux, se donneront à fond pour tenter de créer la surprise et revenir avec les points du succès qui leur permettra de créer encore un grand fossé par rapport à leur concurrent direct, à savoir, la JSK. Les Usmistes restent déterminés à l'emporter et à continuer leur marche en avant. De

son côté, le dauphin, la JS Kabylie, effectuera lui aussi un déplacement périlleux étant donné qu'il se rend à Alger pour croquer le fer avec le CRB, cette formation qui lutte pour sa survie en Ligue I et qui s'est relancé à Médéa en l'emportant face à l'équipe locale ce qui lui avait permis de quitter pour la première fois de la saison la dernière place au classement général. Les Canaris qui restent sur un nul à domicile face au MCA souhaite se reprendre et revenir avec la victoire d'Alger même s'ils savent que cela ne sera pas facile face à une équipe du Chabab décidée à l'emporter et donc sortir une fois pour toute de la zone des turbulences. Enfin, l'ES Sétif reçoit à domicile l'O Médéa avec l'espoir de se reprendre pour se refaire une santé et se réconcilier avec ses suppor-

teurs déçus de leurs derniers résultats notamment les deux défaites face au CRB et au DRBT à home. Les poulains du nouvel entraîneur, Neghiz, sont décidés à faire le nécessaire pour l'emporter et donc se reprendre et terminer la saison à une place honorable. Pour leur part, les gars du Tétéri savent qu'ils n'ont plus droit à l'erreur et qu'ils se doivent de réussir un résultat probant s'ils souhaitent se sauver de la relégation qui les guette.

I.M.

Le programme :

Mercredi 13 février 2019 :
ASAM-USMA (15)
CRB-JSK (15)
ESS-OM (18)

Sélection des U23 de Cyclisme

Merabet : "Nos athlètes manquent terriblement de compétition"

■ La sélection algérienne des moins de 23 ans « manque terriblement de compétition et de préparation », d'où sa moyenne prestation au Tour de l'espoir du Cameroun (4-8 février), a expliqué lundi l'entraîneur national, Chérif Merabet. « Notre participation au Tour national à Constantine a été trop insuffisante pour bien préparer le Tour de l'espoir du Cameroun et espérer rivaliser dans des courses de très haut niveau », a indiqué Merabet au site officiel de la Fédération (FAC), ajoutant que les jeunes internationaux algériens « possèdent un gros potentiel, mais ils manquent terriblement de compétition et de préparation ». Selon lui, « le potentiel » de ces jeunes cyclistes « doit être mis en évidence à travers des stages de préparation adéquats » qui leur permettront à l'avenir de « défendre dignement » les couleurs nationales. Le 4 février, lors de la première étape du Tour de l'espoir du Cameroun, disputée sous forme d'un contre-la-montre « par équipes », à Douala, la sélection algérienne avait pris la deuxième place, derrière l'Erythrée. Mais le manque de préparation a fini par avoir raison d'elle, car les athlètes qui la composaient n'étaient pas suffisamment endurants pour garder le même lors des étapes suivantes.

Venezuela

La crise doit être «désamorcée pacifiquement»

Dès le début de la crise au Venezuela engendrée par l'auto-proclamation du président de l'Assemblée nationale, Juan Guaidó, en se déclarant «président par intérim», la Grèce a exprimé sa solidarité avec le peuple du Venezuela, intervenant en faveur de la démocratie et du rétablissement de la paix au sein de cette société très polarisée», a déclaré Dimitris Rapidis, analyste politique grec et coordinateur du Forum progressiste européen. «Le gouvernement grec prône la non-ingérence dans les affaires intérieures du Venezuela, et ce principe est valable pour l'ensemble de la scène mondiale. Quant à la position de l'Union européenne, la Grèce a participé à la mise au point du document définitif qui appelle Maduro à organiser une nouvelle élection. Quoi qu'il en soit, ce document n'exprime pas de soutien à Guaidó qui s'est proclamé Président en exercice du Venezuela», a soutenu Dimitris Rapidis, cité hier par l'agence Sputnik.

Et de rappeler qu'à l'issue de la dernière réunion du Conseil des ministres de l'UE, plusieurs pays membres avaient pratiquement reconnu Juan Guaidó comme Président en exercice du Venezuela, mais la Grèce ne l'avait pas fait. La Grèce est l'un des pays de l'UE qui a refusé de reconnaître Juan Guaidó comme président en exercice du Venezuela, le vice-ministre grec des Affaires étrangères, Georgios Katrougalos, ayant déclaré que le Venezuela ne devait permettre aucune ingérence étrangère dans ses affaires intérieures.

«Notre gouvernement estime effectivement que la crise vénézuélienne doit être désamorcée pacifiquement, et que l'Union européenne doit soutenir ce processus. Autant que je le sache, pour le moment, Maduro est toujours le président élu du Venezuela. Il est le président légitime du pays. Cette position est aussi partagée par l'ONU et son secrétaire général Antonio Guterres. Quant à tous ses désordres qui se poursuivent au Venezuela depuis de longs mois, j'estime que l'UE doit adopter une position plus mature et plus ferme en faveur de la démocratie», a souligné l'expert.

Le Venezuela est en proie à une vive tension politique après que Juan Guaidó, président de l'Assemblée nationale, s'est autoproclamé «président par intérim» le 23 janvier et a été reconnu à ce titre par les Etats-Unis et plusieurs autres pays en Amérique Latine et en Europe.

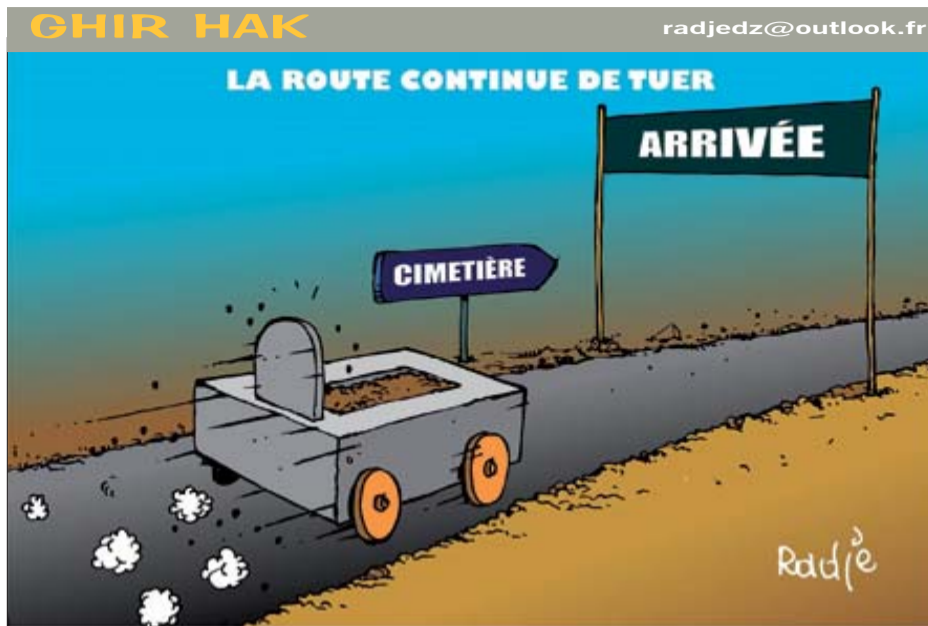
Dans ce contexte, le président vénézuélien Nicolas Maduro, soutenu également par plusieurs pays, a dénoncé une «tentative d'usurpation de la fonction présidentielle» et une «atteinte à la constitution», accusant les Etats-Unis d'être l'instigateur d'un «coup d'Etat».

Refusant la tenue d'une élection présidentielle, le président vénézuélien s'est déclaré favorable à la tenue d'élections législatives anticipées dans le courant de cette année, alors qu'elles sont prévues en 2020.

Une enquête administrative pour financement illicite, notamment international, a été ouverte lundi au Venezuela à l'encontre de Juan Guaidó. Il est soupçonné d'avoir «reçu de l'argent provenant d'instances internationales et nationales sans aucune sorte de justification», a déclaré Elvis Amoroso, à la tête du Bureau du contrôleur financier en charge de l'enquête.

Il est également soupçonné d'avoir «dissimulé ou falsifié des éléments dans sa déclaration de patrimoine», a ajouté Elvis Amoroso.

B. L.



Etablissement hospitalier Alia Salah de Tébessa

Démission collective de médecins spécialistes



Dix médecins spécialistes de l'établissement public hospitalier (EPH) Alia Salah de la ville de Tébessa ont présenté, dimanche après-midi, leur démission collective à cause de l'absence de conditions convenables de travail», ont-ils indiqué lundi dans un communiqué.

«Cette démission collective intervient après une série de protestations liées à l'absence de conditions convenables de travail dans cet EPH, les problèmes répétés avec son directeur et la non-satisfaction de leurs revendications», selon le communiqué adressé au ministère de

tutelle, au wali et au directeur de la santé dont une copie est parvenue à l'APS.

Ces médecins sont spécialisés en chirurgie générale, neurochirurgie, chirurgie orthopédique, chirurgie maxillo-faciale, chirurgie dentaire et hématologie.

Selon le Dr Okba Ghelab, neurochirurgien, cette démission constitue l'ultime pas après les précédentes actions de protestation dénonçant l'absence de conditions de travail convenables.

Selon le même spécialiste, le directeur de l'EPH «interfère constamment le travail des médecins spécialistes, ne facilite pas leur fonction et les empêche d'utiliser les

équipements médicaux nécessaires», poussant les patients à recourir à d'autres établissements et autres wilayas. L'APS a tenté en vain de joindre le directeur de l'EPH Alia Salah. De son côté, le directeur de wilaya de la santé, Lazhar Guelfene, a assuré que les mesures nécessaires seront prises avec rigueur et sérieux, mais a appelé à «faire triompher l'intérêt général». Une réunion, a-t-il ajouté, sera tenue dans les «les proches délais» avec les médecins spécialistes pour examiner avec eux la situation et trouver des solutions qui conviennent à toutes les parties.

R. S.

Tamanrasset

Une cache d'armes et de munitions découverte

Une cache d'armes et de munitions a été découverte lundi près de la bande frontalière sud dans la wilaya de Tamanrasset par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières, et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 11 février 2019, lors d'une opération de fouille et de recherche menée près de la bande frontalière sud à Tamanrasset/6^{ème} Région militaire, une cache d'armes et de munitions contenant une

mitrailleuse lourde de calibre 14.5 mm, une autre mitrailleuse lourde de calibre 12.7 mm, un fusil à répétition, 20 obus pour mortiers de calibre 82 mm, 338 balles de calibre 14.5, 170 balles de calibre 12.7 mm et trois chaînes de munitions de calibre 12.7mm», précise la même source.

«Cette opération réitère la dynamique des résultats positifs réalisés par les forces de l'ANP et dénote, encore une fois, de leurs permanentes vigilance et disponibilité pour contrecarrer toute tentative visant à porter atteinte à la sécurité et la stabilité du pays», ajoute le communiqué du MDN.

R. A.

ACTU...

Mostaganem

Suspension temporaire du maire de Sidi Lakhdar

Le président de l'APC de Sidi Lakhdar (est de la wilaya de Mostaganem) a été suspendu temporairement dimanche, a-t-on appris lundi du directeur de wilaya de la réglementation et des affaires générales (Drag), Benahmed Daïdj Mohamed. La même source a indiqué à l'APS, que cette suspension provisoire intervient sur décision du wali de Mostaganem Mohamed Abdennour Rabhi en application de l'article 43 de la loi du 10-11 en date du 22 juin 2011 portant sur la commune. Le P/APC de Sidi Lakhdar est poursuivi par la justice dans plusieurs affaires dont celles liées aux détournement de deniers publics, à l'abus de pouvoir et à la délivrance illégale de documents administratifs (permis de construire). Le maire suspendu est aussi poursuivi dans deux autres affaires pour lesquelles le juge d'instruction l'a placé sous contrôle judiciaire. Le concerné a été informé de la décision du wali et toutes les mesures juridiques ont été prises pour son remplacement au niveau de l'APC de Sidi Lakhdar lundi soir, a-t-on fait savoir. Le Drag a souligné que la décision de suspension s'étale jusqu'au verdict. F. K.

El Tarf

Saisie de 4 726 comprimés de psychotropes

Une quantité de 4 726 comprimés de psychotropes a été saisie au niveau du poste frontalier d'Oum T'boul dans la wilaya d'El Tarf, lors d'un contrôle de routine des douaniers de l'inspection principale des voyageurs, a-t-on appris, hier, de la chargée de communication à la direction régionale des Douanes algériennes, implantée à Annaba. L'opération a été effectuée dimanche soir lorsqu'un voyageur a tenté d'introduire cette quantité de produits hallucinogènes, en Algérie via ce poste frontalier, a affirmé Mme Asma Belkhir, précisant que la marchandise a été découverte minutieusement dissimulée dans différentes parties d'un véhicule, où des cachettes ont été spécialement aménagées. La même responsable a, dans ce contexte, rappelé la multiplication des opérations de contrôle des voyageurs et des fouilles en vue de mettre en échec toute tentative visant à porter atteinte à l'économie nationale ou à la santé publique. H. D.

M'sila

Démantèlement d'un réseau de faussaires de dossiers de visas

Un réseau criminel composé de sept personnes spécialisé dans la falsification des dossiers de demande de visas a été démantelé par les services de la Sûreté de wilaya de M'sila, a-t-on appris lundi, de la cellule de communication de ce corps de sécurité. Agissant sur la base de renseignements dénonçant une personne qui falsifiait des documents administratifs relatifs à la demande de visas, les services de sécurité ont ouvert une enquête et sont parvenus à l'arrestation du mis en cause a précisé la même source. La fouille du véhicule du suspect a permis de saisir des faux documents administratifs de demande de visas portant le cachet d'un établissement public et des attestations bancaires et administratifs délivrés par un établissement public. Les investigations approfondies ont permis l'arrestation de six autres personnes impliquées dans cette affaire de falsification, a-t-on noté. Les mis en cause ont été présentés devant les instances judiciaires pour «falsification et fraude», a-t-on encore ajouté, soulignant que quatre d'entre eux ont été placés sous contrôle judiciaire et trois étaient assignés à une citation directe. H. R.